



RAPPORT D'ORIENTATIONS BUDGÉTAIRES 2025

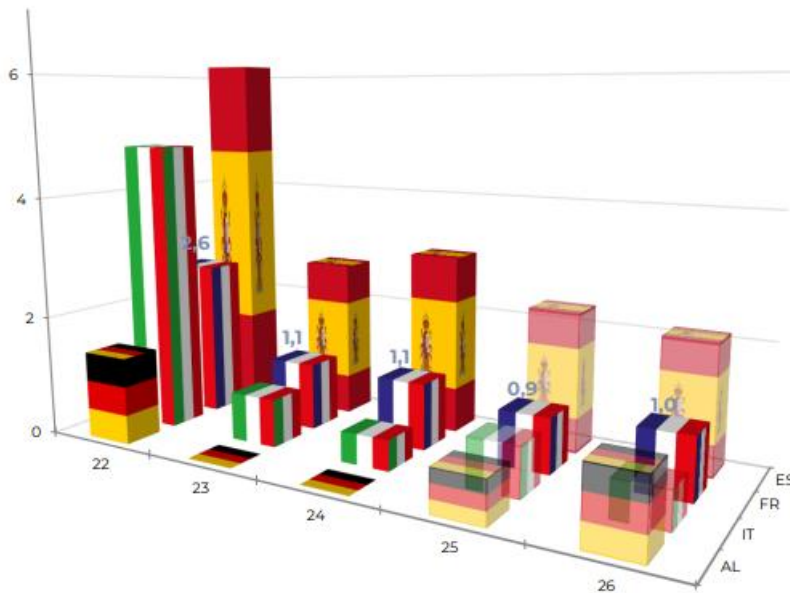
Analyse Rétro prospective 2019-2026

Conseil communautaire du 24 février 2025

I – Perspectives Macroéconomiques

La croissance mondiale est attendue sans véritable élan en 2024 et en 2025, autour de 3 %, avec des dynamiques régionales très différentes. Les États-Unis continuent de surperformer et de surprendre à la hausse avec une croissance attendue proche de 3 %, tandis que la zone Euro peine à se redresser avec une croissance qui serait inférieure à 1 % en 2024, avec une économie allemande toujours à l'arrêt. La Chine ralentit également avec une croissance qui serait inférieure à 5 %, ce qui a conduit le gouvernement chinois à annoncer une série de nouvelles mesures de soutien à l'économie.

Croissance du PIB



Sources : LSEG Datastream, NATIXIS

L'intensification de la guerre en Ukraine et du conflit au Moyen Orient avec un renforcement des tensions Iran-Israël en sont l'illustration. Sur le plan politique, l'élection de D. Trump fait peser le risque de la mise en place de tarifs douaniers et d'une politique plus imprévisible. En Europe, la France a un gouvernement qui ne dispose que d'une fragile majorité et la coalition gouvernementale en Allemagne présente de sérieux signes de fragilités.

II- Contexte et Finances locales en France :

La dynamique française s'essouffle

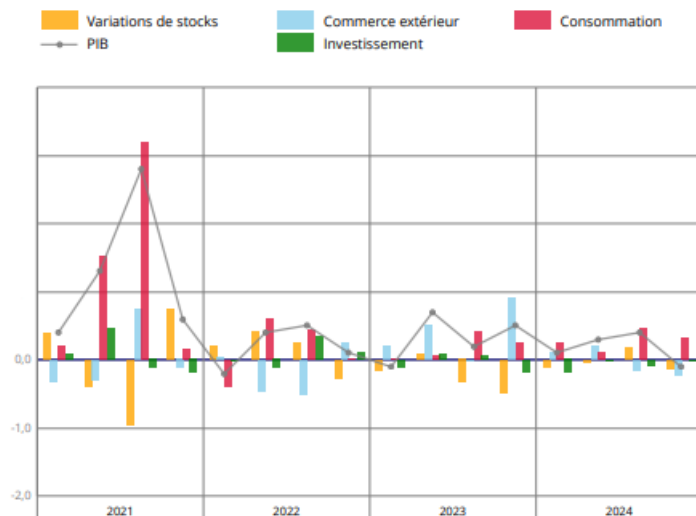
Une croissance du PIB de 1,1 % en 2024 et de 0,9 % en 2025 en France. La croissance du PIB a bénéficié d'une impulsion temporaire liée aux JO de Paris. Le PIB se replie légèrement au 4ème trimestre 2024, -0.1 %.

Pour l'année 2025, la prévision de croissance pâtit d'une impulsion budgétaire négative avec un effort de 50 milliards € annoncé par le gouvernement.

La croissance est portée par le commerce extérieur qui devrait être relayée par la consommation, avec l'hypothèse d'une amélioration du pouvoir d'achat des ménages grâce à une stabilisation de l'inflation qui pourrait relancer la confiance des ménages.

Néanmoins la dynamique s'essouffle, particulièrement dans le secteur manufacturier, comme ailleurs en Europe. La bonne résistance des services explique en partie la résilience française.

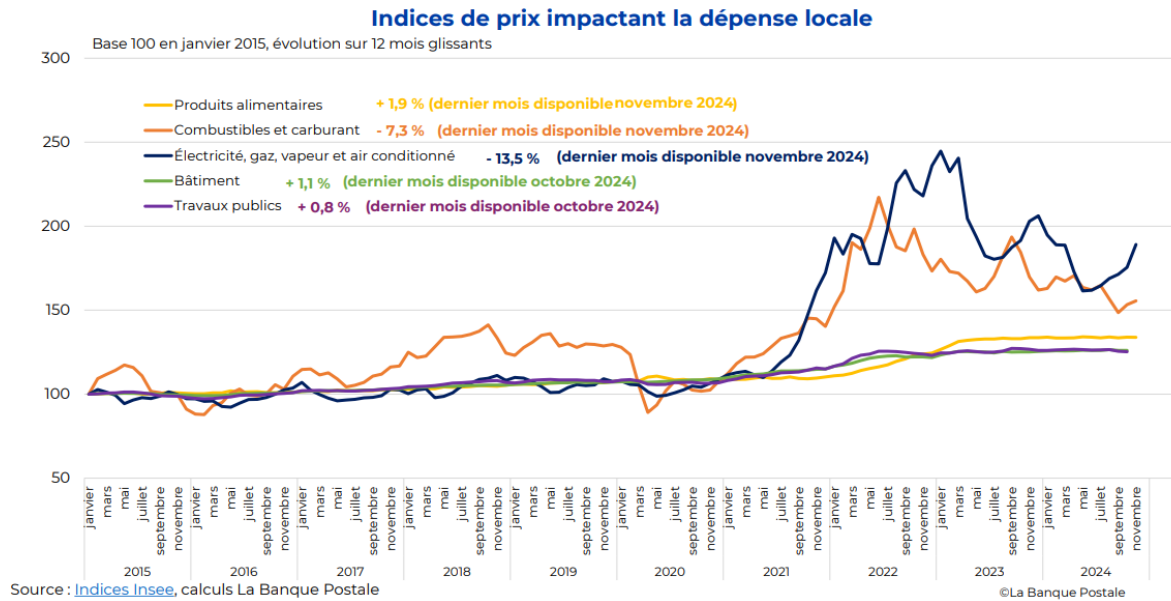
Le produit intérieur brut et ses composantes



Source : Insee.

Une Inflation sous contrôle ?

En moyenne annuelle, l'inflation française a été de 2,3 % en 2024 et est prévu à 1,7 % en 2025. L'inflation attendue devrait donc rester très faible. Si l'inflation est sous contrôle, la banque centrale européenne devrait baisser ses taux d'intérêts.

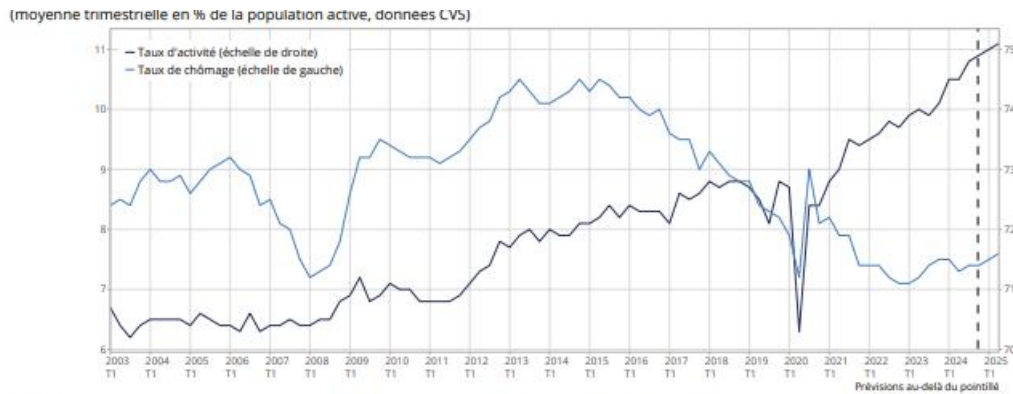


L'emploi privé présente des signes d'essoufflement

Après +0,3 % au premier trimestre 2024, l'emploi salarié s'est stabilisé, montrant des signes d'essoufflement, en particulier dans le secteur privé.

La croissance des salaires est stable à +2,9 % en 2024. Les salaires ont augmenté plus vite que les prix, permettant ainsi une amélioration du pouvoir d'achat des ménages. Le taux de chômage a baissé de -0,2 point au deuxième trimestre 2024 à 7,3 % en France (hors Mayotte), mais reste au-dessus de la moyenne européenne (5,9 % en août 2024 après 5 mois à 6 %). Il repart légèrement à la hausse alors que le nombre de plans sociaux augmente.

Le taux d'activité est resté stable à 74,5 %, son plus haut niveau historique. Néanmoins, l'embellie demeure fragile dans un contexte de ralentissement de l'activité. L'investissement devrait rester faible, avec des risques croissants liés aux incertitudes politiques et fiscales (guerre commerciale entre la Chine, l'Europe et les Etats-Unis).



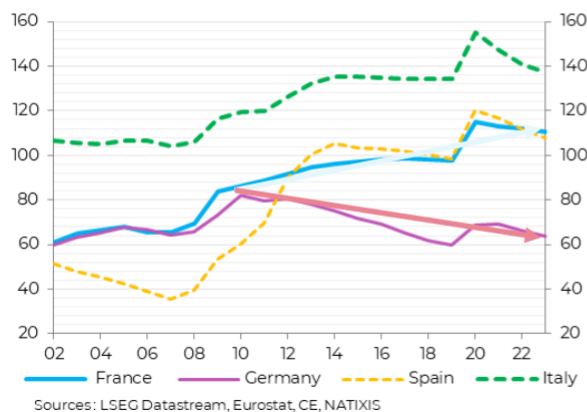
Champ : France (hors Mayotte), personnes de 15 ans ou plus vivant en logement ordinaire.
Source : Insee, enquête Emploi.

Nouveau dérapage du déficit public en 2024

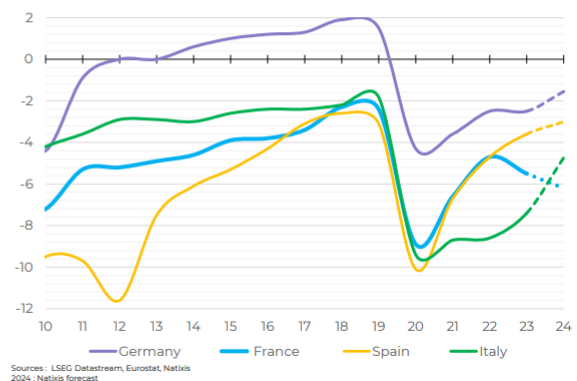
En 2023, le déficit public s'est élevé à 5,5 % du PIB, après 4,7 % en 2022

En 2024, le déficit public devrait atteindre 6,1 % (contre 4,4 % dans le PLF et 5,5 % dans le Programme de stabilité) et devrait s'établir à 5,4 % en 2025.

Dettes publiques (% PIB)



Excédent/déficit des administrations publiques (% du PIB)



La France connaît depuis de nombreuses années une trajectoire constante d'augmentation de la dette publique, qui rejoint le niveau de l'Espagne.

Hormis la France, tous les pays de la zone euro diminuent leur déficit budgétaire.

La baisse des taux d'intérêt a permis de diminuer le poids des intérêts en % du PIB, mais quasiment aucun effort structurel n'a été accompli pour réduire la dette publique.

La stabilisation de la dette sera un défi pour le Gouvernement qui veut réduire le déficit public de 50 milliards d'euros cette année.

Le projet de loi de finances prévoit 30 Mds de dépenses en moins dont 23 pour l'Etat et la Sécurité Sociale, 3 pour les collectivités locales et le reste sur les agences publiques

Les hausses d'impôts concernent principalement les taxes sur les profits des grandes entreprises pour 8 Mds, sur les hauts revenus pour 2 Mds, et sur les billets d'avion pour 1 Md.

III – Loi de finances 2025

Disparition des restrictions concernant le fonds de compensation de la taxe sur la valeur ajoutée, confirmation du gel de la TVA en 2025, validation du "dispositif de lissage conjoncturel des recettes fiscales des collectivités" (1 milliard d'euros mis en réserve au lieu de 3 milliards prévus initialement) ...

Le projet de loi de finances prévoit de redresser les comptes publics de 50 milliards d'euros et de ramener le déficit public à 5,4% du PIB en 2025. Dans cet objectif, une baisse des dépenses de l'État et des taxes exceptionnelles sur les plus fortunés et les plus grandes entreprises sont en particulier proposées.

Les 6 et 7 février 2025, le Conseil constitutionnel a été saisi par les députés du Rassemblement national (RN) et de La France insoumise (LFI) du projet de loi de finances. Le texte a été définitivement adopté par le Sénat le 6 février.

Le projet de budget, sur lequel le gouvernement a engagé sa responsabilité, reprend le texte de compromis trouvé entre députés et sénateurs en commission mixte paritaire les 30 et 31 janvier 2025.

La part de la dette publique atteindrait 115,5% du PIB. Le déficit de l'État s'élèverait à 139 milliards d'euros (Md€).

Le 14 janvier 2025, lors de sa déclaration de politique générale, le Premier ministre François Bayrou s'était engagé à contenir le déficit public à cette hauteur (contre 5% dans le texte porté par Michel Barnier à l'automne 2024).

L'objectif de passer sous la barre des 3% de déficit en 2029 est maintenu par l'exécutif.

Les mesures pour les particuliers

Le projet de loi indexe le barème de l'impôt sur le revenu sur l'inflation (+1,8%), afin de neutraliser ses effets sur le niveau d'imposition des ménages. En l'absence d'une telle indexation, les particuliers auraient été redevables de 3,7 Md€ d'impôts supplémentaires cette année.

Les ménages les plus aisés vont être assujettis en 2025 à une contribution différentielle sur les plus hauts revenus (CDHR). Cette contribution visera les personnes les plus riches (revenu fiscal annuel dépassant 250 000 € pour un célibataire et 500 000 € pour un couple), dont le taux d'impôt sur le revenu est inférieur à 20%. Le dispositif a été limité à un an (contre trois ans à l'origine). Il devrait rapporter 2 Md€ à l'État.

L'écotaxe (malus CO2 et malus au poids dit malus masse) sur les véhicules polluants est renforcée.

Le taux réduit de TVA pour l'achat et l'installation des chaudières à gaz est supprimé.

La taxe de solidarité sur les billets d'avion (TSBA) dite "Chirac" est alourdie, mais moins que prévu au départ. Le tarif pour les vols en classe économique vers la France ou l'Europe est fixé à 7,40 euros (contre 2,63 euros aujourd'hui) à partir du 1er mars 2025.

En matière de logement, le prêt à taux zéro (PTZ) est rétabli sur tout le territoire pour l'achat dans le neuf, individuel ou collectif, jusqu'à fin 2027, afin de soutenir un marché touché par la crise. Les dons d'argent consentis dans le cadre familial seront exonérés des droits de mutation à titre gratuit (DMTG) sous certaines conditions jusqu'à fin 2026.

Les mesures sur les entreprises

Une contribution exceptionnelle sur les bénéficiaires des grandes entreprises (CEBGE) est instituée pour un an (contre 2 ans initialement). Elle ciblera les quelque 400 entreprises qui réalisent un chiffre d'affaires d'au moins 1 Md€ et sont redevables de l'impôt sur les sociétés. Cette surtaxe devrait rapporter 8 Md€ au budget.

Les grandes entreprises de fret maritime, en pratique l'armateur CMA-CGM, devront payer pendant un an une taxe exceptionnelle (500 millions d'euros attendus). Les parlementaires ont prévu un mécanisme "anti-évitement" pour empêcher toute manipulation comptable à des fins d'optimisation.

Le taux de la taxe sur les transactions financières (TTF) est porté de 0,3% à 0,4%. Cette hausse devrait ramener 500 autres millions d'euros à l'État.

L'incitation pour les employeurs de prendre en charge à 75% les frais de transports publics de leurs salariés est reconduite jusqu'à fin 2025.

Pour soutenir l'innovation dans les PME, le crédit d'impôt innovation (CII) est prolongé de trois ans, avec un rétablissement à 20% du taux normal du CII.

Le seuil d'exemption de TVA pour les petites entreprises, notamment les auto-entrepreneurs, est fixé à partir du 1er mars 2025 au seuil unique de 25 000 euros de chiffre d'affaires annuel. Les ministres de l'économie et des finances et délégué au commerce, à l'artisanat et aux PME ont toutefois annoncé que cette réforme était pour le moment suspendue le temps d'une concertation avec les acteurs concernés.

La suppression totale de la cotisation sur la valeur ajoutée des entreprises (CVAE), qui devait être achevée en 2027, est reportée.

Un dividende exceptionnel de 2 Md€ sera demandé à EDF, qui est désormais détenu à 100% par l'État, dans le cadre du dispositif post-Arenh à partir de 2026.

Plusieurs mesures pérennes visent à soutenir le monde agricole : renforcement de la déduction pour épargne de précaution (DEP) en cas de sinistre climatique ou sanitaire, relèvement du taux d'exonération de taxe foncière sur les propriétés non bâties (TFPNB) en faveur des terres agricoles, reconduction du crédit d'impôt remplacement jusqu'à fin 2027...

La réduction des dépenses publiques

Pour combler le déficit public, le texte prévoit de réduire les dépenses de l'État et de ses opérateurs.

Comme en 2024, l'enseignement scolaire est le premier poste budgétaire de l'État. La suppression annoncée de 4 000 postes d'enseignants est abandonnée.

Conformément aux lois de programmation, les budgets des ministères régaliens sont préservés : la Défense, l'Intérieur et la Justice.

Le budget des Outre-mer a été revalorisé pour répondre notamment à la reconstruction de Mayotte.

À l'inverse, les budgets de plusieurs ministères diminuent : Travail avec une baisse des aides à l'apprentissage, Enseignement supérieur et Recherche, Écologie, Agriculture, Aide publique au développement... de même que les crédits du Service national universel.

Les moyens de l'aide médicale d'État (AME) sont maintenus à leur niveau de 2024. Ses règles d'accès restent inchangées.

Le niveau d'indemnisation des arrêts de maladie de courte durée des fonctionnaires est porté à 90% (contre 100% aujourd'hui). En revanche, l'amendement sénatorial qui visait à allonger le délai de carence dans la fonction publique de 1 à 3 jours a été rejeté.

Les mesures sur les collectivités et l'outre-mer

Un effort budgétaire de 2,2 Md€ est demandé aux plus grandes collectivités locales (au lieu des 5 Md€ envisagés par le gouvernement à l'automne), il s'agit du dispositif de lissage conjoncturel des recettes fiscales des collectivités locales (DILICO).

Le fonds vert, destiné à accélérer la transition écologique dans les territoires, est en baisse par rapport à 2024 mais moins que prévu initialement.

Pour financer les trains régionaux, un versement mobilité (VM) au profit des régions est créé au taux de 0,15%. Il s'agit d'une contribution prélevée sur la masse salariale des entreprises d'au moins 11 salariés.

Plusieurs mesures ont été introduites au Parlement pour soutenir l'investissement Outre-mer, notamment en Nouvelle-Calédonie.

Pour leur permettre de faire face à la hausse de leurs dépenses, les départements pourront relever le plafond des droits de mutation à titre onéreux (DMTO) ou "frais de notaire" sur les transactions immobilières de 4,5% à 5% pendant trois ans. Les départements pourront décider un taux réduit ou une exonération pour les primo-accédants.

IV – ANALYSE FINANCIERE RETROPROSPECTIVE 2019 A 2026 du Budget Principal

4.1 Les enjeux 2025/2026

Finaliser les projets de mandatures et disposer des études et diagnostics pour fixer les nouvelles orientations à l'automne 2026.

Investissements 2025/2026

- Réception des travaux de réhabilitation de la piscine
- Réalisation de la voie verte entre Longueil Sainte Marie et Rivecourt
- Travaux de requalification ZAE : voirie et éclairage public

Etudes 2025/2026

- SCOT/PLUih
- Pacte territorial logement
- Schéma directeur pistes cyclables
- Diagnostic foncier (agricole, économique et habitat) pour une stratégie foncière
- Etude faisabilité embranchement ferroviaire par le SMPF de LSM
- Etude de faisabilité service instruction droit des sols en régie
- Etude de faisabilité requalification parcelle ex-SDIS avec un projet crèche
- Etude de faisabilité restauration scolaire (définition des services mutualisés CCPE)
- Etude de gouvernance ruissellement par le SMOA
- Etude transfert éclairage public ZAE au SEZEO
- Définition du champ d'action de la compétence culture
- Diagnostic des ouvrages d'art de la coulée verte

4.2 La stratégie financière

Les Recettes de fonctionnement :

Les dotations de l'Etat

- Gel de la dotation forfaitaire et légère dynamique sur les dotations de péréquation
- Prévision de la DETR en baisse

La fiscalité

- Augmentation des bases TH, TFB et TFNB de 1.7 % en 2025 (3.9 % en 2024 et 7.1 % en 2023),
- Pas d'augmentation des taux intercommunaux,
- Fraction TVA TH et CVAE figée à 2024,
- Hausse du produit GEMAPI à la suite de l'augmentation des cotisations du SMOA

Articles	Nature de la recette	CFU 2023	CFU 2024	Variation CFU 2024/CFU 2023	Variation CFU 2024/CFU 2023
73211	Attributions de compensation versées par les communes à la CCPE	5 287	4 218	-1 069	-20,23%
73221	FNGIR	61 651	61 651	0	0,00%
7351	FRACTION DE TVA - Compensation TH	887 318	887 057	-261	-0,03%
7352	FRACTION DE TVA - Compensation CVAE	2 027 263	2 018 034	-9 229	-0,46%
	Sous-total impôts et taxes (73)	2 981 519	2 970 960	-10 559	-20,71%
73111	THRS	41 779	38 812	-2 967	-7,10%
	TFPB	1 069 565	1 103 091	33 526	3,13%
	TAFNB	37 632	42 678	5 046	13,41%
	TFNB	130 931	136 498	5 567	4,25%
	CFE	2 607 488	2 694 671	87 183	3,34%
	Sous-total Impôts directs locaux (73111)	3 887 395	4 015 750	128 355	3,30%
73113	TASCOM	62 207	64 657	2 450	3,94%
73114	IFER	307 119	320 026	12 907	4,20%
73118	ROLES SUPPLEMENTAIRES	52 210	29 198	-23 012	-44,08%
73133	TEOM	1 232 413	1 284 172	51 759	4,20%
73136	TAXE GEMAPI	68 568	68 753	185	0,27%
	Sous-total Fiscalité locale (731)	5 609 912	5 782 556	172 644	3,08%
	TOTAL CHAPITRE 73 + 731	8 591 431	8 753 516	162 085	1,89%
CHAPITRE 74	Nature de la recette	CFU 2023	CFU 2024	Variation CFU 2024/CFU 2023	Variation CFU 2024/CFU 2023
748312	Dotation de compensation de la TP (DCRTP)	28 082	25 296	-2 786	-9,92%
74832	Exonérations CFE - Réduction des bases créations ébtbs	16	13	-3	-18,75%
	CFE - Compensations LOF2021 CFE Locaux industriels	1 093 668	1 179 928	86 260	7,89%
	Autres Exonérations CFE - Base Minimum CA < 5 000 €	37 369	43 231	5 862	15,69%
	Sous-Total compensations exonérations Contribution économique territoriale (CET = CVAE et CFE)	1 131 053	1 223 172	92 119	8,14%
74833	Allocations compensatrices TFNB	0	0	0	
	Allocations compensatrices TFB	624	757	133	21,31%
	FB - Compensations LOF2021 Foncier bâti dont Locaux industriels	253 581	260 389	6 808	2,68%
	Sous-Total compensations exonérations de Taxes foncières	254 205	261 146	6 941	2,73%
74836	Fonds départemental TP (FDTP)	22 961	24 417	1 457	6,34%
748388	Dotation de compensation Gemapi	11 451	11 451	0	
	TOTAL CHAPITRE 74	1 447 752	1 545 482	97 731	6,75%
	TOTAL FISCALITE RECETTES	10 039 183	10 298 998	259 815	2,59%
CHAPITRE 014	Nature de la recette	CFU 2023	CFU 2024	Variation CFU 2024/CFU 2023	Variation CFU 2024/CFU 2023
Atténuations de produits					
7391118	Restitutions Fiscales	875	1 252	377	43,09%
739115	CRFP (Contribution au redressement des Finances Publiques)	149 639	149 639	0	0,00%
739211	Attributions de compensation versées par la CCPE aux communes	3 692 595	3 743 392	50 798	1,38%
739212	Dotation de solidarité communautaire	200 000	200 000	0	0,00%
7392221	FPIC Prélevé	255 062	197 369	-57 693	-22,62%
73951	Reversements - Fraction compensatoire de TVA TH	7 942	7 731	-211	-2,66%
73952	Reversements - Fraction compensatoire de CVAE	0	17 390	17 390	
	TOTAL FISCALITE REVERSEMENTS (CHAPITRE 014)	4 306 113	4 316 773	10 661	0,25%
	TOTAL FISCALITE RESSOURCE NETTE (RECETTES FISCALES-DEPENSES)	5 733 070	5 982 225	249 155	4,35%

Les Dépenses de fonctionnement :

- Hausse des charges de fonctionnement de + 1.8 % (inflation) entre la CFU 2024 et le DOB 2025. Cette évolution prend en compte l'augmentation des dépenses énergétiques de la piscine en 2025 (fermeture en 2024).

Electricité	2023	2024	prévisions 2025
	122 K€	32 K€	90 K€

Gaz	2023	2024	prévisions 2025
	72 K€	18 K€	40 K€

Cette augmentation est en partie compensée par la baisse de la redevance de compensation RECREA en 2025 (paiement chômage partiel en 2024).

- Charges de personnel : stabilisation des effectifs et croissance « naturelle » de la masse salariale. Le DOB 2025 prend en compte la hausse du taux de cotisation CNRACL de 3 points par an pendant 4 ans à compter de 2025 :
 - 34.65 % en 2025
 - 37.65 % en 2026
 - 40.65 % en 2027
 - 43.65 % en 2028

La chaîne de financement de 2019 à 2026

€	2019	2020	2021	2022	2023	2024	2025	2026
Produits fonctionnement courant (A)	10 388 969	10 546 576	10 840 982	11 654 129	11 067 922	11 518 798	11 460 095	11 688 462
Produits fonctionnement courant stricts	10 361 372	10 543 172	10 832 847	11 615 382	11 038 149	11 492 623	11 445 095	11 673 462
Impôts et taxes (73 sauf 731)	61 651	70 348	852 640	929 625	2 981 519	2 970 960	2 993 591	3 066 773
Attribution Compensation reçue	0	8 697	2 766	4 236	5 287	4 218	4 673	4 673
Reversement FNGIR	61 651	61 651	61 651	61 651	61 651	61 651	61 651	61 651
Attribution FPIC	0	0	0	0	0	0	0	0
Fraction TVA-TH			788 223	863 738	887 318	887 057	909 233	931 964
Fraction TVA-CVAE					2 027 263	2 018 034	2 018 034	2 068 485
Solde impôts et taxe	0	0	0	0	0	0	0	0
Fiscalité locale (731)	9 016 071	9 065 431	7 407 983	7 753 553	5 609 912	5 782 556	5 862 366	5 982 210
Contributions Directes	7 769 342	7 762 142	6 137 036	6 528 499	4 308 931	4 429 631	4 483 263	4 575 405
TEOM	1 166 696	1 186 622	1 200 405	1 154 514	1 232 413	1 284 172	1 306 003	1 328 205
73136 Taxe milieux aquatiques et inondations	80 033	80 079	70 542	70 540	68 568	68 753	73 100	78 600
Solde fiscalité locale	0	36 588	0	0	0	0	0	0
Dotations et participations	1 084 593	1 147 543	2 280 176	2 610 215	2 366 578	2 682 038	2 539 138	2 574 479
DGF	772 616	792 023	769 072	747 108	731 556	748 274	755 292	753 232
FCTVA fct	30 185	49 757	49 507	48 659	53 661	18 489	50 000	50 000
Compensations fiscales	41 455	42 862	1 191 712	1 537 422	1 385 258	1 484 318	1 521 946	1 561 446
Compensations pertes bases	0	0	0	0	0	0	0	0
DCRTP	29 569	28 082	28 082	28 082	28 082	25 296	20 000	17 000
Dotation COVID		0	0	0				
Dotation filet de sécurité				0	0	101 420		
Solde participations diverses	210 768	234 819	241 803	248 944	168 021	304 240	191 900	192 800
Autres produits de fonctionnement courant	199 057	259 850	292 048	321 989	80 141	57 070	50 000	50 000
Produits des services	196 424	259 848	292 047	321 987	78 820	44 521	50 000	50 000
Produits de gestion	2 633	2	1	2	1 321	12 549	0	0
Produits divers d'exploitation	0	0	0	0	0	0	0	0
Atténuations de charges	27 596	3 404	8 136	38 748	29 773	26 175	15 000	15 000
Produits exceptionnels larges (B)	102	250 000	5 600	60	0	11 932	0	0
Produits financiers divers	0	0	0	0	0	0	0	0
Produits exceptionnels	102	250 000	5 600	60	0	11 932	0	0
Produits fonctionnement (C = A+B)	10 389 071	10 796 576	10 846 582	11 654 189	11 067 922	11 530 731	11 460 095	11 688 462
Charges fonctionnement courant (D)	9 019 261	9 193 818	9 572 918	9 642 375	10 083 480	10 207 778	10 395 025	10 490 727
Charges fct courant strictes	4 048 799	4 834 027	5 457 045	5 492 632	5 777 368	5 891 005	6 098 166	6 193 868
Charges à caractère général	1 982 702	1 745 026	2 258 968	2 239 115	2 495 717	2 435 545	2 580 826	2 632 442
Charges de personnel	897 063	1 154 076	1 307 889	1 341 269	1 246 642	1 230 451	1 360 000	1 380 000
Autres charges de gestion courante (yc élus)	1 169 035	1 934 925	1 890 189	1 912 248	2 035 008	2 225 009	2 157 340	2 181 426
Autres charges fct courant	0	0	0	0	0	0	0	0
Atténuations de produits	4 970 462	4 359 791	4 115 872	4 149 743	4 306 113	4 316 773	4 296 859	4 296 859
Régularisation sur fraction TVA-TH n-1					7 942	7 731	0	0
Régularisation sur fraction TVA-CVAE n-1						17 390	0	0
AC versée	4 563 130	3 883 242	3 752 496	3 753 241	3 692 595	3 743 392	3 745 968	3 745 968
AC CPS						0	0	0
DSC versée	0	0	0	0	200 000	200 000	200 000	200 000
Contributions fiscales (FPIC, ...)	257 583	322 707	212 228	245 769	255 062	197 369	200 000	200 000
Prélèvement fiscal CRFP	149 639	149 639	149 639	149 639	149 639	149 639	149 639	149 639
Solde atténuations de produits	110	4 203	1 509	1 094	875	1 252	1 252	1 252
EXCEDENT BRUT COURANT (A-D)	1 369 707	1 352 758	1 268 065	2 011 754	984 442	1 311 020	1 065 070	1 197 735
Charges exceptionnelles larges (E)	250 462	99 246	98 099	7 471	174	0	0	0
Frais financiers divers	0	0	0	0	0	0	0	0
Charges exceptionnelles	250 462	99 246	98 099	7 471	174	0	0	0
Charges fonctionnement hs int. (F = D+E)	9 269 723	9 293 064	9 671 017	9 649 846	10 083 654	10 207 778	10 395 025	10 490 727
EPARGNE DE GESTION (C-F)	1 119 348	1 503 512	1 175 565	2 004 344	984 268	1 322 952	1 065 070	1 197 735
Intérêts (G)	30 492	22 257	16 760	11 336	45 738	67 229	62 299	56 385
Charges de fonctionnement (I = F+G)	9 300 215	9 315 321	9 687 777	9 661 182	10 129 393	10 275 007	10 457 323	10 547 112
EPARGNE BRUTE (J = C-I)	1 088 856	1 481 255	1 158 805	1 993 007	938 529	1 255 724	1 002 772	1 141 350
Capital (K)	434 585	440 858	347 806	351 349	332 282	387 827	391 858	396 006
EPARGNE NETTE (L = J-K)	654 272	1 040 397	810 999	1 641 659	606 247	867 897	610 914	745 344
Dépenses d'inv hors annuité en capital	1 191 034	979 440	1 243 029	1 570 579	2 140 910	3 558 737	2 702 430	2 675 600
Dépenses d'inv. hors dette	1 191 034	979 440	1 243 029	1 570 579	2 140 910	3 558 737	2 702 430	2 675 600
Remboursements anticipés	0	0	0	0	0	0	0	0
EPARGNE NETTE	654 272	1 040 397	810 999	1 641 659	606 247	867 897	610 914	745 344
Ressources propres d'inv. (RPI)	63 878	52 795	234 047	304 520	64 568	162 180	68 897	29 527
Opérat° pour compte de tiers (Rec)	0	0	0	0	0	0	0	0
Fonds affectés (amendes...)	11 080	0	0	0	0	0	0	0
Subventions yc DETR / DSIL	19 413	122 719	494 669	250 275	386 210	1 049 931	1 759 400	808 800
Emprunt	0	0	0	0	2 000 000	0	0	0
Variation du résultat global de clôture	- 442 392	236 471	296 686	625 875	916 115	- 1 465 656	- 263 219	- 1 091 929
Résultat Global de Clôture (RGC)	2 102 905	2 339 376	2 636 061	3 261 936	4 178 051	2 712 396	2 449 177	1 357 248

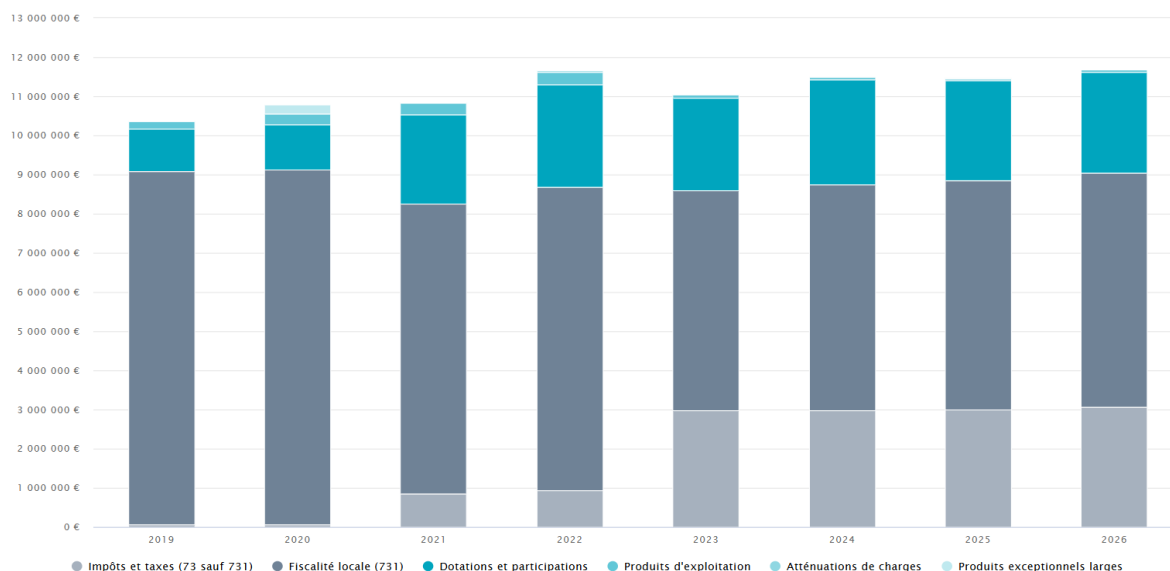
Les recettes de fonctionnement

Aperçu détaillé des recettes fonctionnement

€	2019	2020	2021	2022	2023	2024	2025	2026
Produits fonctionnement courant stricts	10 361 372	10 543 172	10 832 847	11 615 382	11 038 149	11 492 623	11 445 095	11 673 462
Impôts et taxes (73 sauf 731)	61 651	70 348	852 640	929 625	2 981 519	2 970 960	2 993 591	3 066 773
Attribution Compensation reçue	0	8 697	2 766	4 236	5 287	4 218	4 673	4 673
Reversement FNGIR	61 651	61 651	61 651	61 651	61 651	61 651	61 651	61 651
Attribution FPIC	0	0	0	0	0	0	0	0
Fraction TVA-TH			788 223	863 738	887 318	887 057	909 233	931 964
Fraction TVA-CVAE					2 027 263	2 018 034	2 018 034	2 068 485
Fiscalité locale (731)	9 016 071	9 065 431	7 407 983	7 753 553	5 609 912	5 782 556	5 862 366	5 982 210
Contributions Directes	7 769 342	7 762 142	6 137 036	6 528 499	4 308 931	4 429 631	4 483 263	4 575 405
TEOM	1 166 696	1 186 622	1 200 405	1 154 514	1 232 413	1 284 172	1 306 003	1 328 205
73136 Taxe milieux aquatiques et inondations	80 033	80 079	70 542	70 540	68 568	68 753	73 100	78 600
Solde fiscalité locale	0	36 588	0	0	0	0	0	0
Dotations et participations	1 084 593	1 147 543	2 280 176	2 610 215	2 366 578	2 682 038	2 539 138	2 574 479
DGF	772 616	792 023	769 072	747 108	731 556	748 274	755 292	753 232
FCTVA fct	30 185	49 757	49 507	48 659	53 661	18 489	50 000	50 000
Compensations fiscales	41 455	42 862	1 191 712	1 537 422	1 385 258	1 484 318	1 521 946	1 561 446
Compensations pertes bases	0	0	0	0	0	0	0	0
DCRTP	29 569	28 082	28 082	28 082	28 082	25 296	20 000	17 000
Dotation COVID		0	0	0				
Dotation filet de sécurité				0	0	101 420		
Solde participations diverses	210 768	234 819	241 803	248 944	168 021	304 240	191 900	192 800
Autres produits fonctionnement courant	199 057	259 850	292 048	321 989	80 141	57 070	50 000	50 000
Produits des services	196 424	259 848	292 047	321 987	78 820	44 521	50 000	50 000
Produits de gestion	2 633	2	1	2	1 321	12 549	0	0
Produits divers d'exploitation	0	0	0	0	0	0	0	0
Atténuations de charges	27 596	3 404	8 136	38 748	29 773	26 175	15 000	15 000
Produits fonctionnement courant	10 388 969	10 546 576	10 840 982	11 654 129	11 067 922	11 518 798	11 460 095	11 688 462
Produits exceptionnels larges *	102	250 000	5 600	60	0	11 932	0	0
Produits de fonctionnement	10 389 071	10 796 576	10 846 582	11 654 189	11 067 922	11 530 731	11 460 095	11 688 462

* y compris les produits financiers divers (76 - 762)

Produits de fonctionnement



Aperçu détaillé de la fiscalité

€	2019	2020	2021	2022	2023	2024	2025	2026
Base nette TH	17 642 586	17 917 858	633 053	645 340	937 390	874 153	889 014	905 016
dont base résidences secondaires	663 671	642 858	633 053	645 340	937 390	874 153	889 014	905 016
Base nette FB	24 578 586	24 612 338	21 000 384	21 340 075	23 165 434	23 791 809	24 214 924	24 666 173
Base nette FNB	1 080 783	1 093 300	1 096 121	1 127 299	1 211 215	1 262 703	1 284 169	1 307 284
Base nette CFE	16 943 385	17 805 066	12 816 675	13 330 153	12 540 778	12 968 842	13 261 327	13 568 272

Taux d'imposition intercommunaux

	2019	2020	2021	2022	2023	2024	2025	2026
Taux TH	4,44%	4,44%	4,44%	4,44%	4,44%	4,44%	4,44%	4,44%
Taux FB	4,61%	4,61%	4,61%	4,61%	4,61%	4,61%	4,61%	4,61%
Taux FNB	10,81%	10,81%	10,81%	10,81%	10,81%	10,81%	10,81%	10,81%
Taux CFE	20,79%	20,79%	20,79%	20,79%	20,79%	20,79%	20,79%	20,79%
Taux TEOM	7,00%	7,00%	7,00%	7,00%	7,00%	7,00%	7,00%	7,00%

Transposition des impositions directes

€	2019	2020	2021	2022	2023	2024	2025	2026
Contributions directes	7 769 342	7 762 142	6 137 036	6 528 499	4 308 931	4 429 631	4 483 263	4 575 405
Impôts ménages	2 033 236	2 048 367	1 114 716	1 134 292	1 240 479	1 272 113	1 294 599	1 318 611
Produit de CFE	3 522 530	3 701 673	2 664 587	2 771 339	2 607 228	2 696 222	2 757 030	2 820 844
Ajustement produit fiscal (périmètre)	- 3 290	17 027	10 948	5 310	1 376	- 626	0	0
Produit de la CVAE	1 966 971	1 685 571	1 986 404	1 985 149				
Produit de l'IFER	155 620	156 598	168 616	244 232	307 119	320 026	323 226	326 459
Taxe additionnelle FNB	30 506	30 564	33 180	33 989	37 632	42 678	43 105	43 536
Produit de la TASCOT	32 699	56 536	59 490	62 230	62 207	64 657	65 304	65 957
Rôles supplémentaires	31 070	65 805	99 095	291 959	52 890	34 561	0	0
+ Fonds de péréquation fiscaux (FPIC)	- 257 583	- 322 707	- 212 228	- 245 769	- 255 062	- 197 369	- 200 000	- 200 000
- Reversements fiscaux nets	0	0	0	0	0	0	0	0
+ compensation pertes de bases	0	0	0	0	0	0	0	0
+ compensation fiscales	41 455	42 862	1 191 712	1 537 422	1 385 258	1 484 318	1 521 946	1 561 446
Compensations TP / CFE / CVAE	23 964	24 056	1 009 654	1 302 393	1 131 053	1 223 172	1 255 761	1 290 477
Compensations ménages	17 491	18 806	182 058	235 029	254 205	261 146	266 185	270 969
- Dotation communautaire nette	4 563 130	3 874 545	3 749 731	3 749 006	3 887 308	3 939 175	3 941 295	3 941 295
DC versée (budgétaire)	4 563 130	3 883 242	3 752 496	3 753 241	3 892 595	3 943 392	3 945 968	3 945 968
Attribution de compensation versée	4 563 130	3 883 242	3 752 496	3 753 241	3 692 595	3 743 392	3 745 968	3 745 968
DSC versée	0	0	0	0	200 000	200 000	200 000	200 000
- AC reçue	0	8 697	2 766	4 236	5 287	4 218	4 673	4 673
+ Dotation Globale Neutralisation	91 220	89 733	89 733	89 733	89 733	86 947	81 651	78 651
DCRTP	29 569	28 082	28 082	28 082	28 082	25 296	20 000	17 000
FNGIR	61 651	61 651	61 651	61 651	61 651	61 651	61 651	61 651
+ Fraction TVA-TH nette			788 223	863 738	879 376	879 326	909 233	931 964
+ Fraction TVA-CVAE nette					2 027 263	2 000 644	2 018 034	2 068 485
- Prélèvement fiscal RFP	149 639	149 639	149 639	149 639	149 639	149 639	149 639	149 639
= Produit fiscal large	2 931 665	3 547 846	4 095 106	4 874 978	4 398 552	4 612 073	4 723 193	4 925 017
Teom / Reom	1 166 696	1 186 622	1 200 405	1 154 514	1 232 413	1 284 172	1 306 003	1 328 205
Produit fiscal large + Teom / Reom	4 098 361	4 734 468	5 295 511	6 029 492	5 630 965	5 896 245	6 029 196	6 253 222

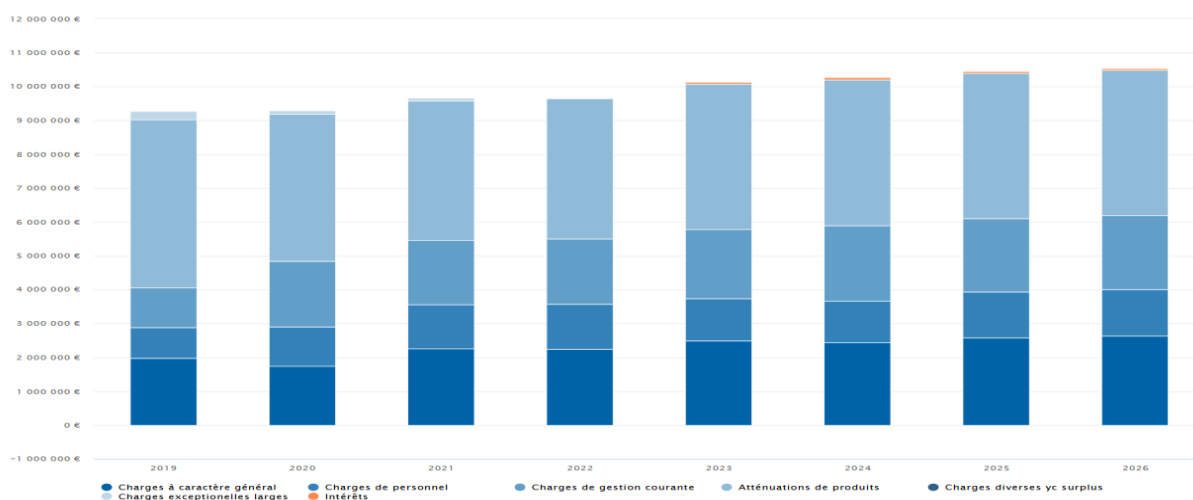
Les dépenses de fonctionnement

Aperçu détaillé des dépenses de fonctionnement

Charges de fonctionnement

€	2019	2020	2021	2022	2023	2024	2025	2026
Charges fct courant strictes	4 048 799	4 834 027	5 457 045	5 492 632	5 777 368	5 891 005	6 098 166	6 193 868
Charges à caractère général	1 982 702	1 745 026	2 258 968	2 239 115	2 495 717	2 435 545	2 580 826	2 632 442
611 Contrats de prestations de services	1 265 997	970 669	1 453 505	1 323 476	1 286 755	1 314 004	1 364 004	1 391 284
Fonctionnement induit : 011	0	0	0	0	0	0	0	0
Solde charges à caractère général	716 705	774 357	805 463	915 639	1 208 962	1 121 542	1 216 822	1 241 158
Charges de personnel	897 063	1 154 076	1 307 889	1 341 269	1 246 642	1 230 451	1 360 000	1 380 000
Autres charges de gestion courante	1 169 035	1 934 925	1 890 189	1 912 248	2 035 008	2 225 009	2 157 340	2 181 426
SDIS	0	701 991	705 539	722 639	757 402	797 817	816 711	837 129
SMDO	528 000	554 000	496 983	554 952	589 310	572 469	572 469	572 469
CAPE	420 000	420 000	415 176	443 000	421 350	587 247	484 500	484 500
Frais élus	107 400	104 814	108 958	113 422	115 303	108 412	120 660	124 328
Solde autres charges de gestion courante	113 635	154 120	163 533	78 234	151 643	159 064	163 000	163 000
Groupes d'élus	0	0	0	0	0	0	0	0
Autres charges fct courant	0	0	0	0	0	0	0	0
Atténuations de produits	4 970 462	4 359 791	4 115 872	4 149 743	4 306 113	4 316 773	4 296 859	4 296 859
Régularisation sur fraction TVA-TH n-1					7 942	7 731	0	0
Régularisation sur fraction TVA-CVAE n-1						17 390	0	0
Attribution Compensation versée	4 563 130	3 883 242	3 752 496	3 753 241	3 692 595	3 743 392	3 745 968	3 745 968
Dotation de solidarité communautaire	0	0	0	0	200 000	200 000	200 000	200 000
Contribution FPIC	257 583	322 707	212 228	245 769	255 062	197 369	200 000	200 000
Prélèvement fiscal CRFP	149 639	149 639	149 639	149 639	149 639	149 639	149 639	149 639
Prélèvement fonds réserve							0	0
Solde atténuations de produits	110	4 203	1 509	1 094	875	1 252	1 252	1 252
Charges de fonctionnement courant	9 019 261	9 193 818	9 572 918	9 642 375	10 083 480	10 207 778	10 395 025	10 490 727
Charges exceptionnelles larges	250 462	99 246	98 099	7 471	174	0	0	0
Frais financiers divers (66 hs int.)	0	0	0	0	0	0	0	0
Charges exceptionnelles (67)	462	99 246	98 099	7 471	174	0	0	0
Provisions semi-budgétaires (68)	250 000	0	0	0	0	0	0	0
Charges de fct hors intérêts	9 269 723	9 293 064	9 671 017	9 649 846	10 083 654	10 207 778	10 395 025	10 490 727
Intérêts	30 492	22 257	16 760	11 336	45 738	67 229	62 299	56 385
Charges de fonctionnement	9 300 215	9 315 321	9 687 777	9 661 182	10 129 393	10 275 007	10 457 323	10 547 112

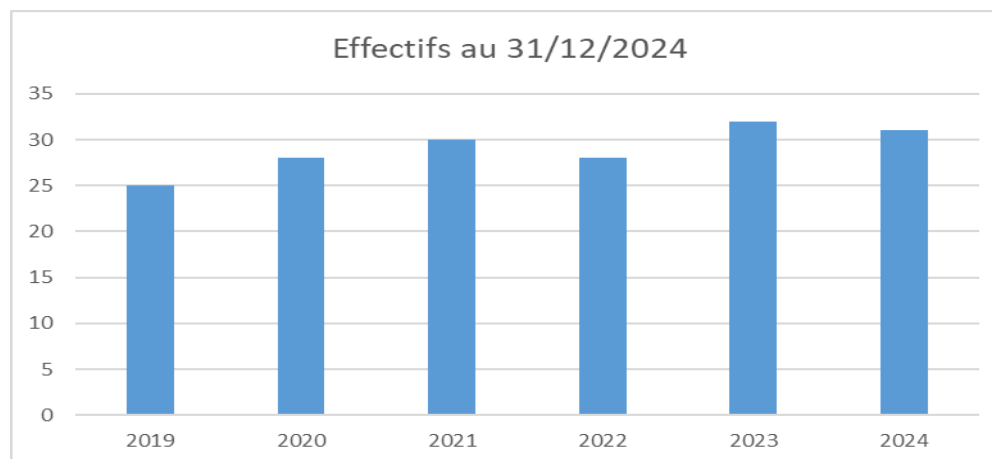
Charges de fonctionnement



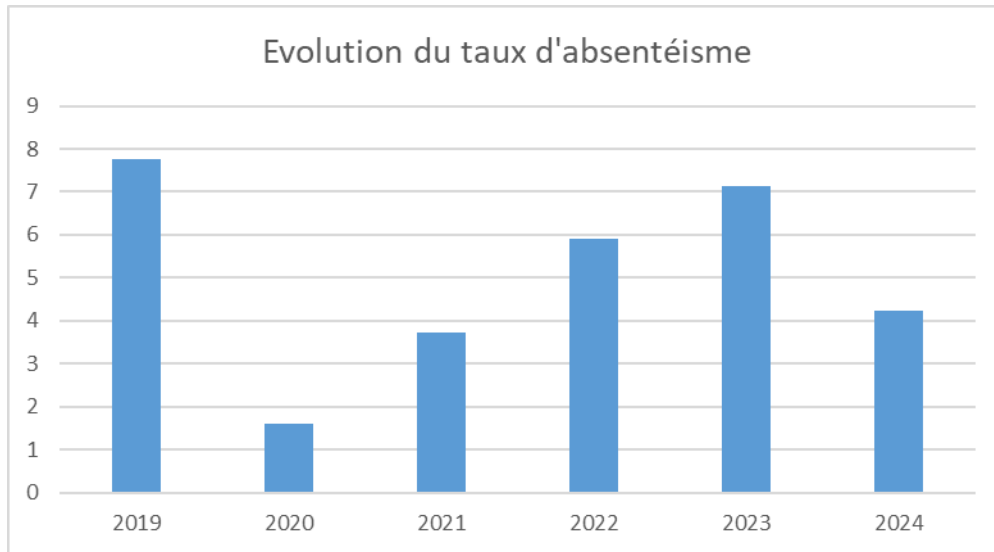
Les charges de personnel

Les effectifs au 31/12/2024 :

Service	Statut	Filière	Nombre d'agent
Direction Générale	Titulaire	Administrative	1
	Contractuel	Administrative	1
		Technique	0
Finances	Titulaire	Administrative	3
	Non pourvu	Administrative	0
RH	Titulaire	Administrative	1
Administration générale	Titulaire	Administrative	3
Communication	Contractuel	Administrative	2
Juridique	Titulaire	Administrative	1
	Contractuel	Administrative	1
Développement économique et aménagement du territoire	Titulaire	Administrative	1
	Contractuel	Technique	0
	Contractuel	Administrative	1
Equipement public et Environnement	Titulaire	Technique	3
		Administrative	1
	Contractuel	Technique	2
	Contractuel	Administrative	0
	Non pourvu	Technique	0
Assainissement et Eau potable	Titulaire	Administrative	1
	Contractuel	Administrative	1
		Technique	4
Petite Enfance	Titulaire	Médico Sociale	3
	Contractuel	Médico Sociale	1
		TOTAL	31



L'absentéisme :



2019 : longue maladie d'un agent absent toute l'année

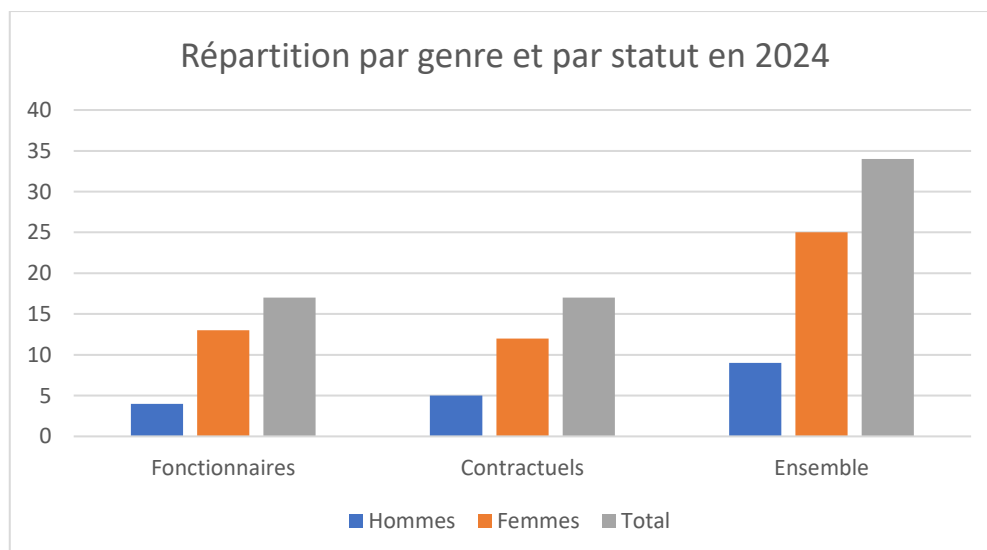
2020 : année du covid

2022 : 3 congés maternité (taux d'absentéisme à 2.05% hors congés maternité)

2023 : 2 congés maternité, 2 arrêts de + 90 jours

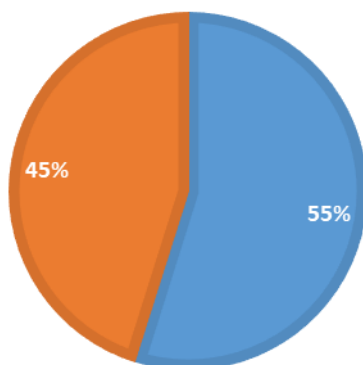
2024 : 1 congé maladie ordinaire toute l'année

Répartition des effectifs par statut, sexe et catégorie :



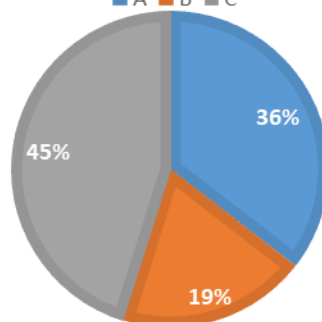
RÉPARTITION PAR STATUT AU 31/12/2024

■ Fonctionnaires ■ Contractuels



NOMBRE D'AGENTS PAR CATÉGORIE AU 31/12/2024

■ A ■ B ■ C



Le temps de travail :

- La Communauté de Communes de la Plaine d'Estrées applique les dispositions en vigueur en matière de temps de travail : temps de travail effectif annuel est de 1 607 heures (39h/semaine et RTT pour ramener à 35h/semaine) conformément à la loi de transformation de la Fonction Publique du 06/08/2019.

Avantage en nature :

- La collectivité est adhérente au CNAS pour la mission d'action sociale ;
- Des téléphones portables ont été accordés au personnel dont l'activité le justifie ;
- Mise à disposition de vélos électriques aux agents (4 agents en 2024) qui en font la demande pour le trajet domicile travail.
- Participation Mutuelle (15€) et Prévoyance (7€) à compter du 1^{er} janvier 2025.

Le Fonds national de Péréquation des ressources Intercommunales et Communales (FPIC)

Détermination de la contribution au FPIC de l'ensemble intercommunal (EI)

€	2019	2020	2021	2022	2023	2024	2025	2026
Population DGF	18 316	18 360	18 481	18 688	18 772	18 773	18 773	18 773
x Indice synthétique (contribution)	0,3202	0,3441	0,3282	0,3295	0,3257	0,2766	0,2514	0,2332
x Valeur de point	117,76	118,86	119,72	118,03	116,81	111,75	111,20	110,20
= FPIC - Contribution initiale de l'EI	690 742	751 011	726 144	726 713	714 073	580 376	524 787	482 412
Plafond de prélèvement	2 018 902	2 174 016	2 178 105	1 990 547	2 078 288	2 193 578	2 236 253	2 283 091
+ Ajustement de la contribution	- 1	0	0	0	0	1	0	0
= FPIC - Contribution brute de l'EI	690 741	751 011	726 144	726 713	714 073	580 377	524 787	482 412

Montant de la contribution intercommunale au FPIC

€	2019	2020	2021	2022	2023	2024	2025	2026
Contribution intercommunale de droit commun	257 583	322 707	212 228	245 769	255 062	197 369	181 254	165 472
Part de la contribution brute de l'EI	37,29%	42,97%	29,23%	33,82%	35,72%	34,01%	34,54%	34,30%
Contribution intercommunale effective	257 583	322 707	212 228	245 769	255 062	197 369	200 000	200 000

La répartition ci-dessous donnée à titre indicatif est basée sur une diminution du FPIC potentielle en 2025 à la fois pour les communes et la CCPE sur la base des critères ci-dessus.

Toutefois, la CCPE a retenu dans son DOB 2025 l'hypothèse d'une contribution au FPIC identique à celle de 2024 à hauteur de **200 000€**.

Estimation 2025 de la répartition de droit commun	FPIC 2024	FPIC ESTIMATION DOB 2025
PART CCPE	197 369	181 254
ARSY	12 148	10 896
AVRIGNY	10 102	9 061
BAILLEUL-LE-SOC	9 437	8 464
BLINCOURT	2 038	1 828
CANLY	18 611	16 693
CHEVRIERES	41 779	37 473
CHOISY-LA-VICTOIRE	4 445	3 987
EPINEUSE	4 209	3 775
ESTREES-SAINT-DENIS	70 176	62 943
LE FAYEL	3 388	3 039
FRANCIERES	13 113	11 761
GRANDFRESNOY	27 479	24 647
HEMEVILLERS	6 322	5 670
HOUDANCOURT	9 237	8 285
LONGUEIL-SAINTE-MARIE	89 705	80 459
MONTMARTIN	4 261	3 822
MOYVILLERS	11 028	9 891
REMY	36 473	32 714
RIVECOURT	9 057	8 124
PART COMMUNES	383 008	343 533
TOTAL ENSEMBLE INTERCOMMUNAL	580 377	524 787

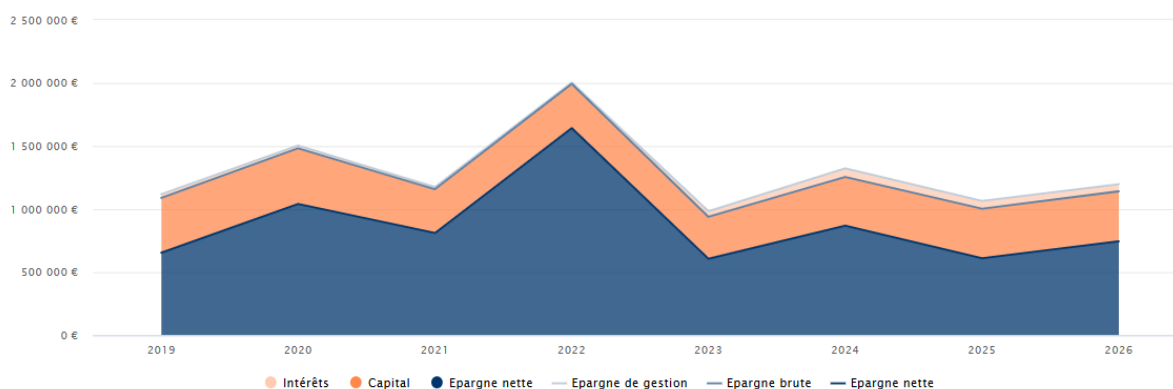
Évolution des soldes et des marges d'épargne

Les grands équilibres financiers sont étudiés selon quatre soldes d'épargne successifs.

€	2019	2020	2021	2022	2023	2024	2025	2026
Produits de fonctionnement courant	10 388 969	10 546 576	10 840 982	11 654 129	11 067 922	11 518 798	11 460 095	11 688 462
- Charges de fonctionnement courant	9 019 261	9 193 818	9 572 918	9 642 375	10 083 480	10 207 778	10 395 025	10 490 727
= EXCEDENT BRUT COURANT (EBC)	1 369 707	1 352 758	1 268 065	2 011 754	984 442	1 311 020	1 065 070	1 197 735
+ Solde exceptionnel large	- 250 359	150 754	- 92 499	- 7 411	- 174	11 932	0	0
= Produits exceptionnels larges*	102	250 000	5 600	60	0	11 932	0	0
- Charges exceptionnelles larges*	250 462	99 246	98 099	7 471	174	0	0	0
= EPARGNE DE GESTION (EG)	1 119 348	1 503 512	1 175 565	2 004 344	984 268	1 322 952	1 065 070	1 197 735
- Intérêts	30 492	22 257	16 760	11 336	45 738	67 229	62 299	56 385
= EPARGNE BRUTE (EB)	1 088 856	1 481 255	1 158 805	1 993 007	938 529	1 255 724	1 002 772	1 141 350
- Capital	434 585	440 858	347 806	351 349	332 282	387 827	391 858	396 006
= EPARGNE NETTE (EN)	654 272	1 040 397	810 999	1 641 659	606 247	867 897	610 914	745 344

* y compris financiers hors intérêts (produits et charges) et provisions réelles (dotations et reprises)

Marges d'épargne



Les dépenses d'investissement

	2019	2020	2021	2022	2023	2024	2025	2026
20, 21, 23... - Dépenses directes d'équip	1 105 260	788 386	989 743	967 042	1 124 071	3 391 577	2 367 200	2 395 300
Halle des sports - AP 2019-02	802 628	12 000	309 040	104 580	64 695	2 125	69 800	0
Piste Estrées/Rémy- AP 2019-03	3 720	47 516	5 500	2 867	403 245	0	31 700	0
Piste Longueil/Rivecourt - AP 2019-04	1 632	4 904	5 000	38 600	3 600	101 649	336 800	610 600
Pistes Aménagements connexes - AP 2020-02		1 980	63 497	111 818	35 235	140 435	0	0
AQUAPLAINE - AP 2019-07	0	6 985	42 857	56 516	254 266	2 780 669	725 600	0
PluIH - AP 2020-01		0	108 531	139 029	23 804	59 230	182 000	73 000
Voiries - AP 2021-01 Transports scolaires			0	0	154 172	94 572	302 300	597 700
Aire d'accueil GDV - AP 2021-03			147	18 180	4 200	3 046	299 000	934 000
Siège						15 000	30 000	0
Halle des sports						55 000	0	20 000
Conteneurs OM						50 000	50 000	50 000
Terrain Ford						0	0	0
Candélabres zones						0	60 000	10 000
SCOT						0	80 000	0
Plu communaux						34 968	80 000	0
Projet d'aménagement ex-SDIS						0	20 000	50 000
Autres opérations d'équipement	297 280	715 001	455 171	495 452	180 854	54 883	100 000	50 000
45 - Opérations pour compte de tiers	0	0	0	0	0	0	0	0
204 - Fonds de concours (hors 2046)	85 774	19 530	86 351	319 864	108 703	167 160	335 230	280 300
FDC "Petites communes" - AP 2020-03		0	48 299	21 134	14 785	23 888	30 000	30 000
FDC thématique transition écologique- AP 2020-04		0	22 852	39 120	43 918	62 420	132 830	100 000
FDC équipements structurants - AP 2020-05		15 000	15 000	91 260	50 000	35 000	85 000	50 000
Fibre Très Haut Débit - AP 2021-02				168 350	0	45 852	63 300	20 000
Embranchement ferroviaire du SMPF de Longueil-Sainte-Marie - AP 2024-01						0	24 100	80 300
Autres fonds de concours et subventions	85 774	4 530	200	0	0	0	0	0
AC Investissement (Cpt 2046)	0	0	0	0	0	0	0	0
Autres dépenses d'investissement	0	171 524	166 936	283 672	908 136	0	0	0
Avances / Remboursements ZAE CANLY	0	11 533	0	0	0	0	0	0
Avances / Remboursements ZAC MOYVILLERS	0	159 991	166 936	279 477	908 136	0	0	0
Solde	0	0	0	4 195	0	0	0	0
Total DI hors dette	1 191 034	979 440	1 243 029	1 570 579	2 140 910	3 558 737	2 702 430	2 675 600
Remboursement anticipé	0	0	0	0	0	0	0	0
Total DI hors capital	1 191 034	979 440	1 243 029	1 570 579	2 140 910	3 558 737	2 702 430	2 675 600

Soit environ 5.4 M€ TTC de dépenses d'investissement entre 2025 et 2026

Les recettes d'investissement

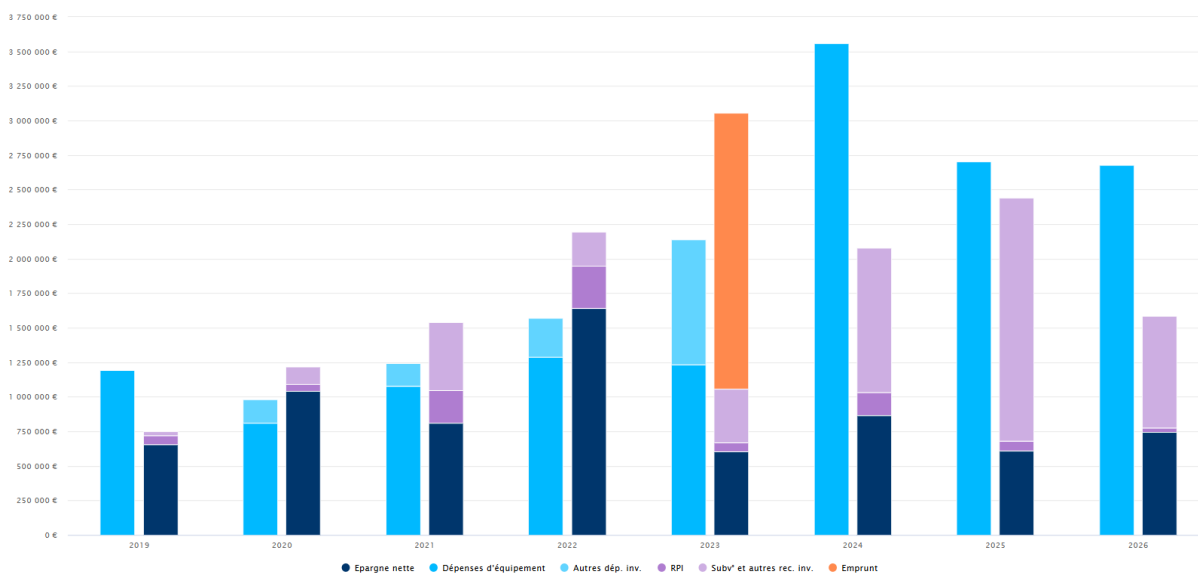
	2019	2020	2021	2022	2023	2024	2025	2026
Dép. d'éqpt éligibles FCTVA (%)	30,46%	40,82%	40,11%	191,24%	34,91%	10,37%	19,60%	8,30%
FCTVA	55 228	52 795	65 121	303 365	64 368	57 666	68 897	29 527
TLE / TA	0	0	0	0	0	0	0	0
Autres dotations	0	0	0	270	0	0	0	0
Total compte 10	55 228	52 795	65 121	303 635	64 368	57 666	68 897	29 527
Subventions et fonds de concours	19 413	122 719	386 905	165 857	339 558	1 049 931	1 759 400	808 800
Halle des sports - AP 2019-02	0	0	217 164	142 000	0	0	61 600	0
Piste Estrées/Rémy- AP 2019-03	0	14 903	6 530	0	104 322	0	197 800	0
Piste Longueil/Rivecourt - AP 2019-04	0	0	0	0	0	0	268 300	431 800
Pistes Aménagements connexes - AP 2020-02		5 454	2 464	4 353	18 784	0	28 800	0
AQUAPLAINE - AP 2019-07	0	0	2 400	0	179 949	1 001 920	1 010 600	0
PluIH - AP 2020-01		0	56 896	16 750	17 960	48 011	87 000	53 000
Voiries - AP 2021-01 Transports scolaires			0	0	0	0	56 300	98 000
Aire d'accueil GDV - AP 2021-03			0	0	0	0	49 000	226 000
Siège							0	0
Halle des sports							0	0
Conteneurs OM							0	0
Terrain Ford							0	0
Candélabres zones							0	0
SCOT							0	0
Plu communaux							0	0
Projet d'aménagement ex-SDIS							0	0
Autres opérations d'équipement	19 413	102 362	101 451	2 754	18 543	0	0	0
FDC "Petites communes" - AP 2020-03		0	0	0	0	0	0	0
FDC thématique transition écologique- AP 2020-04		0	0	0	0	0	0	0
FDC équipements structurants - AP 2020-05		0	0	0	0	0	0	0
Fibre Très Haut Débit - AP 2021-02				0	0	0	0	0
Embranchement ferroviaire du SMPF de Longueil-Sainte-Marie - AP 2024-01							0	0
Autres fonds de concours et subventions	0	0	0	0	0	0	0	0
Amendes	0	0	0	0	0	0	0	0
DETR / DSIL	0	0	107 765	84 419	46 652	0	0	0
Subv. affectées remb.dette	0	0	0	0	0	0	0	0
AC Investissement	0	0	0	0	0	0	0	0
Autres compte 13	11 080	0	0	0	0	0	0	0
Total compte 13 et fonds de concours	30 493	122 719	494 669	250 275	386 210	1 049 931	1 759 400	808 800
Opérations pour compte de tiers	0	0	0	0	0	0	0	0
Produit des cessions	0	0	168 926	885	200	92 981	0	0
Avances / Remboursements ZAE CANLY	0	0	0	0	0	11 533	0	0
Avances / Remboursements ZAC MOYVILLERS	0	0	0	0	0	0	0	0
Autres	8 649	0	0	0	0	0	0	0
Total RI diverses	8 649	0	168 926	885	200	104 513	0	0
Total RI hors emprunt	94 371	175 514	728 717	554 795	450 778	1 212 111	1 828 297	838 327

Soit environ 2.7 M€ TTC de recettes d'investissement entre 2025 et 2026

Le financement de l'investissement

€	2019	2020	2021	2022	2023	2024	2025	2026
Dépenses d'investissement hors dette	1 191 034	979 440	1 243 029	1 570 579	2 140 910	3 558 737	2 702 430	2 675 600
Dépenses d'équipement	1 191 034	807 916	1 076 093	1 286 906	1 232 774	3 558 737	2 702 430	2 675 600
Dépenses directes d'équipement	1 105 260	788 386	989 743	967 042	1 124 071	3 391 577	2 367 200	2 395 300
Dépenses indirectes (FdC + S.E.)	85 774	19 530	86 351	319 864	108 703	167 160	335 230	280 300
Opérations pour cpte de tiers (dép)	0	0	0	0	0	0	0	0
AC Investissement	0	0	0	0	0	0	0	0
Dépenses financières d'inv.	0	171 524	166 936	283 672	908 136	0	0	0
Remboursement anticipé	0	0	0	0	0	0	0	0
Dép d'inv hors annuité en capital	1 191 034	979 440	1 243 029	1 570 579	2 140 910	3 558 737	2 702 430	2 675 600
Financement de l'investissement	748 642	1 215 911	1 539 715	2 196 454	3 057 025	2 080 008	2 439 211	1 583 671
EPARGNE NETTE	654 272	1 040 397	810 999	1 641 659	606 247	867 897	610 914	745 344
Ressources propres d'inv. (RPI)	63 878	52 795	234 047	304 520	64 568	162 180	68 897	29 527
FCTVA	55 228	52 795	65 121	303 365	64 368	57 666	68 897	29 527
Produits des cessions	0	0	168 926	885	200	92 981	0	0
AC Investissement	0	0	0	0	0	0	0	0
Diverses RPI	8 649	0	0	270	0	11 533	0	0
Opérations pour cpte de tiers (rec)	0	0	0	0	0	0	0	0
Fonds affectés (amendes, ...)	11 080	0	0	0	0	0	0	0
Subventions yc DETR / DSIL	19 413	122 719	494 669	250 275	386 210	1 049 931	1 759 400	808 800
Emprunt	0	0	0	0	2 000 000	0	0	0
Variation du résultat global de clôture	- 442 392	236 471	296 686	625 875	916 115	-1 465 656	- 263 219	-1 091 929
€	2019	2020	2021	2022	2023	2024	2025	2026
Résultat Global de Clôture (RGC)	2 102 905	2 339 376	2 636 061	3 261 936	4 178 051	2 712 396	2 449 177	1 357 248

Financement de l'investissement



Analyse de la dette

Objet emprunt	Prêteur	Date d'obtention	Durée	Date de fin	Montant initial	Dettes en capital au 1er janvier 2025	CRD au 31/12/2025	Montant échéances 2025	Date échéances	Dont capital	Dont intérêts
Fibre optique	CRCA	27/07/2016	10 ANS	20/08/2026	2 000 000	400 000,00	200 000,00	205 280,00	20/08/2025	200 000,00	5 280,00
Fibre optique	CRCA	31/10/2017	10 ANS	25/02/2027	800 000	244 539,08	163 587,98	82 662,87	25/02/2025	80 951,10	1 711,77
CAPE	CE	08/12/2022	15 ANS	08/12/2037	2 000 000	1 840 108,69	1 729 201,53	168 288,68	25/03/2025 - Trimestrielles	110 907,16	57 381,52
					4 800 000	2 484 647,77	2 092 789,51	456 231,55		391 858,26	64 373,29

Encours brut de dette

€	2019	2020	2021	2022	2023	2024	2025	2026
Encours brut au 1er janvier avant transferts	2 779 355	2 344 770	1 903 912	1 556 106	1 204 757	2 872 475	2 484 648	2 092 790
+ Transfert d'encours brut	0	0	0	0	0	0	0	0
= Encours brut au 1er janvier	2 779 355	2 344 770	1 903 912	1 556 106	1 204 757	2 872 475	2 484 648	2 092 790
- Remboursement du capital brut	434 585	440 858	347 806	351 349	332 282	387 827	391 858	396 006
- Remboursement anticipé	0	0	0	0	0	0	0	0
+ Emprunt	0	0	0	0	2 000 000	0	0	0
+ Divers	0	0	0	0	0	0	0	0
= Variation de l'encours brut	- 434 585	- 440 858	- 347 806	- 351 349	1 667 718	- 387 827	- 391 858	- 396 006
= Encours brut au 31 décembre	2 344 770	1 903 912	1 556 106	1 204 757	2 872 475	2 484 648	2 092 790	1 696 785
Encours brut corrigé au 31 décembre 2024	2 344 770	1 903 912	1 556 106	1 204 757	2 872 475	2 484 648	2 092 790	1 696 785

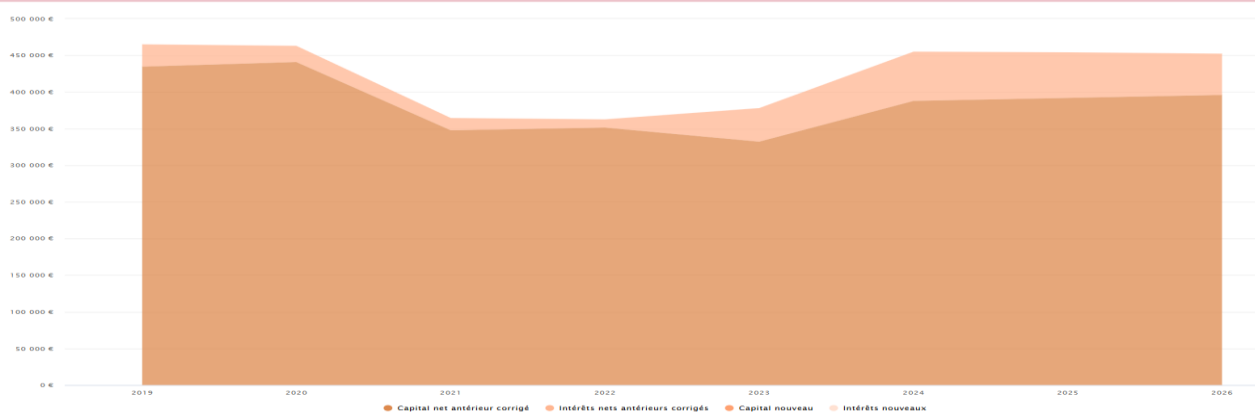
Encours de dette au 1er janvier 2025

€	2019	2020	2021	2022	2023	2024	2025	2026
Encours brut au 1er janvier	2 779 355	2 344 770	1 903 912	1 556 106	1 204 757	2 872 475	2 484 648	2 092 790
- Encours de dette récupérable	0	0	0	0	0	0	0	0
+ Encours tiers	0	0	0	0	0	0	0	0
= Encours de dette au 1er janvier	2 779 355	2 344 770	1 903 912	1 556 106	1 204 757	2 872 475	2 484 648	2 092 790
Encours corrigé de dette au 1er janvier 2025	2 779 355	2 344 770	1 903 912	1 556 106	1 204 757	2 872 475	2 484 648	2 092 790

Annuité de la dette

€	2019	2020	2021	2022	2023	2024	2025	2026
Capital de la dette antérieure	434 585	440 858	347 806	351 349	332 282	387 827	391 858	396 006
Intérêts de la dette antérieure	30 492	22 257	16 760	11 336	45 738	67 229	62 299	56 385
Annuité de la dette antérieure	465 076	463 115	364 567	362 685	378 021	455 056	454 157	452 391
Capital de la dette nouvelle							0	0
Intérêts de la dette nouvelle							0	0
Annuité de la dette nouvelle							0	0
Capital	434 585	440 858	347 806	351 349	332 282	387 827	391 858	396 006
Intérêts	30 492	22 257	16 760	11 336	45 738	67 229	62 299	56 385
Annuité de la dette	465 076	463 115	364 567	362 685	378 021	455 056	454 157	452 391

Annuité de la dette



Les ratios

	2019	2020	2021	2022	2023	2024	2025	2026
Excéd. brut courant / Produits Fct	13,2%	12,5%	11,7%	17,3%	8,9%	11,4%	9,3%	10,2%
Epargne de gestion / Produits Fct	10,8%	13,9%	10,8%	17,2%	8,9%	11,5%	9,3%	10,2%
Epargne brute / Produits Fct	10,5%	13,7%	10,7%	17,1%	8,5%	10,9%	8,8%	9,8%
Epargne nette / Produits Fct	6,3%	9,6%	7,5%	14,1%	5,5%	7,5%	5,3%	6,4%
Epargne nette / Dép. d'inv. (hors dette)	54,9%	106,2%	65,2%	104,5%	28,3%	24,4%	22,6%	27,9%
Emprunt / Dép. d'inv. (hors dette)	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	93,4%	0,0%	0,0%	0,0%
Encours au 31/12 / Produits Fct	22,6%	17,6%	14,3%	10,3%	26,0%	21,5%	18,3%	14,5%
Annuité / Produits Fct	4,5%	4,3%	3,4%	3,1%	3,4%	3,9%	4,0%	3,9%

PROSPECTIVE FINANCIERE DU BUDGET PRINCIPAL 2025-2026 AVEC L'ENSEMBLE DES PPI

	2019	2020	2021	2022	2023	2024	2025	2026
Ev° taux d'imposition ménages	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%
Ev° taux d'imposition CFE	377,9%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%
Produit fiscal direct	5 555 766	5 750 041	3 779 303	3 905 630	3 847 707	3 968 335	4 051 629	4 139 455
Autres impôts et taxes	3 521 956	3 385 738	4 481 320	4 777 547	4 743 724	4 785 180	4 804 329	4 909 529
Dotations et participations	1 084 593	1 147 543	2 280 176	2 610 215	2 366 578	2 682 038	2 539 138	2 574 479
Autres produits fonctionnement courant	226 654	263 254	300 183	360 736	109 914	83 245	65 000	65 000
Produits exceptionnels larges	102	250 000	5 600	60	0	11 932	0	0
Produits de fonctionnement	10 389 071	10 796 576	10 846 582	11 654 189	11 067 922	11 530 731	11 460 095	11 688 462
Ev° nominale charges fonctionnement courant strictes	9,8%	19,4%	12,9%	0,7%	5,2%	2,0%	3,5%	1,6%
Charges fonctionnement courant strictes	4 048 799	4 834 027	5 457 045	5 492 632	5 777 368	5 891 005	6 098 166	6 193 868
Atténuations de produits	4 970 462	4 359 791	4 115 872	4 149 743	4 306 113	4 316 773	4 296 859	4 296 859
Charges exceptionnelles larges	250 462	99 246	98 099	7 471	174	0	0	0
Annuité de dette	465 076	463 115	364 567	362 685	378 021	455 056	454 157	452 391
Charges de fonctionnement larges	9 734 799	9 756 179	10 035 584	10 012 531	10 461 675	10 662 834	10 849 181	10 943 118
Epargne nette	654 272	1 040 397	810 999	1 641 659	606 247	867 897	610 914	745 344
Recettes investissement hors emprunt	94 371	175 514	728 717	554 795	450 778	1 212 111	1 828 297	838 327
Dépenses investissement hors capital	1 191 034	979 440	1 243 029	1 570 579	2 140 910	3 558 737	2 702 430	2 675 600
Dépenses investissement hors dette	1 191 034	979 440	1 243 029	1 570 579	2 140 910	3 558 737	2 702 430	2 675 600
Emprunt	0	0	0	0	2 000 000	0	0	0
Variation résultat global de clôture choisie	- 442 392	236 471	296 686	625 875	916 115	- 1 465 656	- 263 219	- 1 091 929
Résultat global de clôture	2 102 905	2 339 376	2 636 061	3 261 936	4 178 051	2 712 396	2 449 177	1 357 248
Variables de pilotage	2019	2020	2021	2022	2023	2024	2025	2026
Encours corrigé au 31.12	2 344 770	1 903 912	1 556 106	1 204 757	2 872 475	2 484 648	2 092 790	1 696 785
Ep brute	1 088 856	1 481 255	1 158 805	1 993 007	938 529	1 255 724	1 002 772	1 141 350
Encours corrigé 31.12 / Ep brute	2,2	1,3	1,3	0,6	3,1	2,0	2,1	1,5
Ep nette / Di hs capital	54,9%	106,2%	65,2%	104,5%	28,3%	24,4%	22,6%	27,9%
Résultat global de clôture / Dépenses réelles (en jour)	70,3	79,5	85,3	102,8	121,0	69,6	66,0	36,4

V – ANALYSE FINANCIERE RETROPROSPECTIVE 2023 A 2029 DES BUDGETS ANNEXES

5.1 Budget annexe Transports-Mobilité

En 2024, la Plaine d'Estrées a perçu environ **570 000€** de versement mobilité (0.4% de la masse salariale des entreprises de plus de 10 salariés).

Les services de transport régulier et de transport collectif à la demande ont été lancés en 2024. Le coût d'exploitation de ces deux services a été de **316 495,15€**.

En 2025, il est prévu la mise en service des 5 stations vélo, la pose de la signalétique vélo, la validation du schéma directeur des pistes cyclables et une révision avec propositions de pistes d'amélioration du TCAD.

Versement Mobilité	2019	2020	2021	2022	2023	2024
	207 454	352 597	469 771	548 036	500 845	569 511

PPI - Mise en place du service de stations de vélos électriques en libre-service (AP 2019-08)

BILAN PREVISIONNEL	
TOTAL OPERATION DEPENSES	538 320 €
TOTAL OPERATION RECETTES	182 173 €
CHARGE NETTE	356 147 €

DEPENSES	Montant HT			
	Réalisé antérieur	Réalisé 2024	RAR 2024	2025
7 stations de vélos électriques en libre-service	147 462 €	109 258 €	104 066 €	177 459 €
TOTAL DEPENSES	147 462 €	109 258 €	104 066 €	177 459 €
			TOTAL 2025 ARRondi	281 600 €
RECETTES	Réalisé antérieur	Réalisé 2024	RAR 2024	2025
Subventions DSIL - 1er volet (ETAT - 3 stations)	14 773 €			34 471 €
2e volet (ETAT DSIL - 4 stations)				97 968 €
2e volet (ETAT DETR- 4 stations)				35 000 €
TOTAL	14 773 €	0 €	TOTAL 2025 ARRondi	167 400 €

5.2 Budget annexe ZAC de Moyvillers

Une deuxième tranche de travaux a été réalisée en 2024 (couche définitive des enrobés et parking).

Les travaux prévus pour l'aménagement de la réserve foncière ont été supprimés de la programmation. Nous sommes dans l'attente des projets d'extension de l'Intermarché pour la commercialisation de la deuxième tranche et la réalisation du rond-point faisant la jonction avec la zone commerciale d'Intermarché.

BILAN PREVISIONNEL	
TOTAL OPERATION DEPENSES	3 217 549 €
TOTAL OPERATION RECETTES	2 912 330 €
CHARGE NETTE	305 219 €

Dépenses (HT)	Réalisé antérieur	2023	2024	RAR 2024	2025	2026
Etudes Amont	161 952 €					
Foncier	455 439 €					
MOE (ETUDIS)	35 691 €		8 645 €	14 855 €	7 200 €	
SPS (DIM expert)		12 359 €		3 000 €	2 500 €	
Géometre - bornage (AET)	10 515 €	7 816 €	3 944 €	1 485 €	1 071 €	
Aléas et frais divers	5 504 €			58 000 €	42 000 €	
Concessionnaires		69 058 €	7 808 €	89 738 €	56 500 €	
Travaux	877 478 €	433 682 €	562 516 €	203 793 €	50 000 €	
Frais divers (Notaire)			1 244 €	25 756 €	8 000 €	
Remboursement Avances du budget Principal						
Total	1 546 579 €	522 915 €	584 157 €	396 627 €	167 271 €	
Recettes (HT)	Réalisé antérieur	2023	2024	RAR 2024	2025	2026
Cessions		365 896 €	209 315 €		570 659 €	984 960 €
Subventions	657 975 €	22 658 €			100 867 €	
Avances du budget Principal	606 405 €	908 136 €				
Total	1 264 380 €	1 296 690 €	209 315 €		671 526 €	984 960 €

5.3 Budget annexe ZAE de Rémy

Il n'est pas prévu de dépenses ni de recettes réelles en 2025.

Le déficit prévisionnel de cette zone est de **177 291,77€**.

Seules seront inscrites des opérations d'ordre liées aux écritures de stocks de terrains.

5.4 Les budgets annexes eau et assainissement

La réforme des redevances Agence de l'Eau

Les redevances des agences de l'eau sont essentielles pour financer les actions de préservation de l'eau et des milieux aquatiques. Elles sont perçues auprès des usagers de l'eau, contribuant ainsi à la lutte contre la pollution, à la protection de la santé et de la biodiversité, et garantissant la quantité et la qualité de l'eau.

En incitant à des pratiques vertueuses et en renforçant la connaissance des pressions exercées sur les milieux aquatiques, ces redevances jouent un rôle clé dans la préservation de l'environnement.

Instaurées par la loi de 1964, elles ont continué à évoluer au fil des années. À partir du 1^{er} janvier 2025, une nouvelle réforme des redevances s'appliquera.

Cette réforme va modifier les modalités de facturation de la ligne Organismes Publics figurant sur les factures d'eau et d'assainissement.

La rubrique « Organismes publics », se composera ainsi pour la partie « eau potable » :

- La redevance prélèvement (préservation des ressources en eau).
- La redevance consommation eau potable.
- La redevance performance eau potable.

Et pour la partie assainissement :

- La redevance performance assainissement.

Les factures d'eau émises à compter de cette date devront comporter les tarifs des nouvelles redevances, peu importe la période de consommation. Ces redevances facturées à l'abonné seront recouvrées par le délégataire qui les reversera à la Communauté de Communes. Celle-ci, se chargera d'émettre un mandat de paiement afin de reverser le montant des redevances perçues à l'Agence de l'Eau Seine Normandie.

Pour assurer une bonne transition avec les anciennes redevances, un coefficient de modulation forfaitaire correspondant à une performance optimale (donc égal à 0,3 pour l'assainissement et 0,2 pour l'eau potable) sera appliqué pour toutes les collectivités en 2025.

Le Budget annexe BaCOSPAC

Travaux en cours qui sont reportés en 2025

- Houdancourt – Grande rue : l'opération était initialement prévue en 2022 – Montant estimé : 160 000 € HT.
- Canly – rue de la Gare – Montant estimé 330 000 € HT.
- Rivecourt – rue des Groseillers, rue de l'Avenir, impasse Sannier – Montant estimé : 210 000 € HT.

Études en cours qui sont reportés en 2025

- Études préalables et maîtrise d'œuvre pour les travaux à venir (Chevrières – ruelle Charlin, rue Paul Doumer, impasse Roger Vervel, rues d'Estrées et de la Croix Blanche à Grandfresnoy, chemin du Fossé à Canly).
- Études préalables et maîtrise d'œuvre pour la STEP ZAC Paris Oise.

Travaux prévus à compter de 2025

- Longueil-Sainte-Marie – rue de la Gare : l'opération était initialement prévue en 2022 mais elle a dû être décalée à cause des contraintes de sol – Montant estimé : 450 000 € HT.
- Montmartin – démarrage des travaux de création des réseaux d'assainissement - montant estimé : 1 380 000 € HT.
- Chevrières – Ruelle Charlin, rue Paul Doumer et impasse Roger Vervel – Montant estimé : 433 000 € HT.
- Grandfresnoy – rue de la Croix Blanche – Montant estimé : 200 000 € HT.
- Canly – chemin du Fossé – Montant estimé : 200 000 € HT.
- Estrées-Saint-Denis – Allée du Chemin Blanc – Montant estimé : 40 000 € HT.
- Estrées-Saint-Denis – rue de l'Ermitage – Montant estimé : 400 000 € HT.
- Longueil-Sainte-Marie – rue du Muguet – Réhabilitation réseau assainissement - Montant estimé : 190 000 € HT et réseau eaux pluviales – Montant estimé : 45 000 € (convention signée avec la commune).
- Reconstruction de la STEP de la ZAC Paris Oise – Montant estimé : 1 000 000 € HT.

Etudes prévues en 2025 :

- Démarrage des études préalables sur Choisy-la-Victoire et Avrigny (topo, géotechnique, enquêtes parcellaires, maîtrise d'œuvre).

Du point de vue des recettes, il faudra ici compter sur les redevances versées par les usagers, la Participation pour le Financement de l'Assainissement Collectif (PFAC), et les subventions perçues en provenance de la DETR, l'Agence de l'Eau Seine Normandie et du Conseil Départemental de l'Oise.

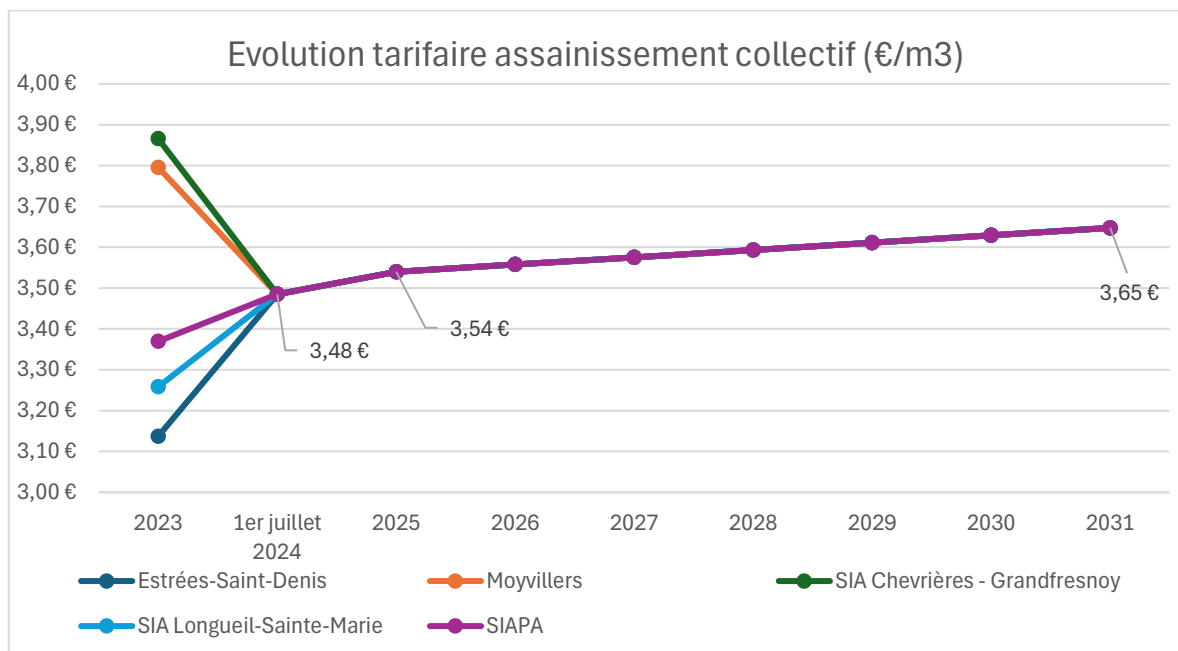
Pour information, les subventions en provenance de l'Agence de l'Eau Seine Normandie ont été prises en compte dans le tableau de prospective et dans les fiches opération avec pour référence le 12^{ème} programme.

Pour les subventions attribuées par la DETR et le Conseil Départemental de l'Oise, une estimation du montant potentiellement accordée est mentionnée dans les fiches opération mais n'a pas été prise en compte dans la prospective financière.

En ce qui concerne l'opération n° 14, rue du Muguet à Longueil-Sainte-Marie, une convention a été signée avec la commune afin que les frais engagés sur les travaux d'eau pluviale soient remboursés.

Tarification assainissement au 1^{er} janvier 2025

Pour faire face aux investissements, le tarif cible à 3,65 €/m³ est maintenu avec une échéance pour 2031. Il sera ajusté chaque année jusqu'à obtenir le tarif cible. Le montant annuel est fixé pour maintenir un fonds de roulement suffisant pour faire face aux imprévus (casse de canalisation, réhabilitation d'ouvrage urgente, ...) et avoir un résultat de fonctionnement suffisant pour permettre de poursuivre l'investissement dans les années à venir.



Pour 2025, la réforme des redevances de l'Agence de l'Eau supprime la redevance « modernisation des réseaux de collecte » qui est remplacée par une redevance de performance

sur les systèmes d'assainissement. Le montant de cette redevance est fixé par l'Agence de l'Eau et modulé chaque année en fonction des résultats obtenus.

La part du prix de l'assainissement revenant à la collectivité est calculé par différence entre le tarif TTC envisagé et les tarifs fixés par le délégataire et l'Agence de l'Eau.

Pour 2025, le tarif TTC de la part assainissement pour une facture type 120 m³ est fixé à 3,54 €/m³. La redevance performance des réseaux d'assainissement sera de 0,0890 €/m³ avec un coefficient d'abattement de 70%. Le montant appliqué sera de 0,0267 €/m³. La part du délégataire évolue selon la formule de révision du contrat de DSP.

En conséquence, la part de la collectivité est fixée à :

Assainissement 2025	Tarif TTC 120 m ³ année 2025 (€/m ³)	
	3,5400 €	
	Part fixe	Part variable
	15,00 €	1,7205 €

La projection budgétaire à échéance 2029 a été établie selon le PPI en y incluant un montant forfaitaire pour les subventions à hauteur de 30% du montant des travaux et également en fonction des redevances calculées par rapport à l'évolution du tarif cible.

BaCOSPAC - Investissement	2024	2025	2026	2027	2028	2029
Investissement total	714 k€	4 381 k€	3 565 k€	3 960 k€	3 274 k€	524 k€
Variation cumulée du fonds de roulement (résultat + solde d'exécution cumulé)	6 151 k€	3 886 k€	1 763 k€	1 070 k€	1 051 k€	798 k€

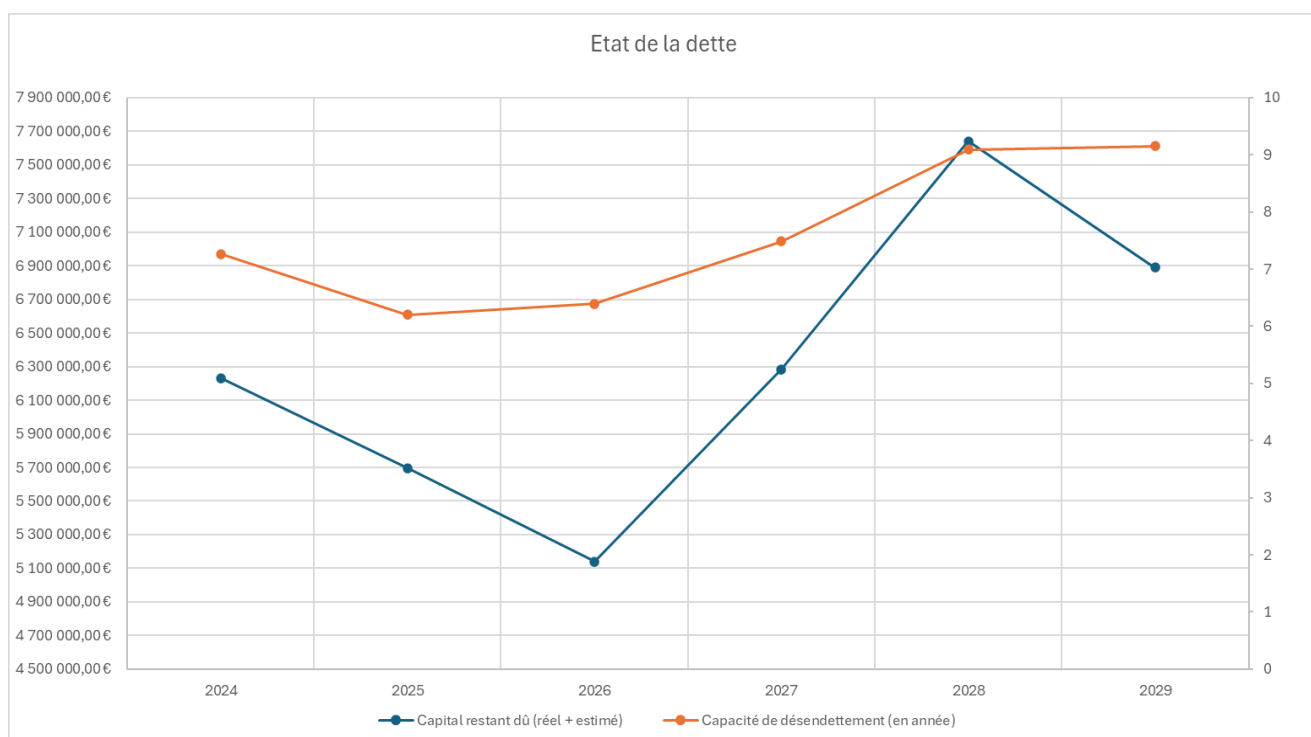
Pour faire face à ces investissements, un besoin de financement est nécessaire sur la période 2024 - 2029. Ces emprunts devront être souscrits principalement avant les travaux notamment concernant la construction de la STEP de Choisy-la-Victoire et la création du réseau d'assainissement sur les communes de Choisy-la-Victoire, Avrigny et Bailleul-le-Soc.

- 2027 = 1 700 k€
- 2028 = 2 000 k€

Un emprunt à taux zéro sera versé en 2025 pour un montant de 290 000 € par l'Agence de l'Eau Seine Normandie pour les travaux sur la commune de Montmartin.

État de la dette :

BaCOSPAC - Emprunts réels	2024	2025	2026	2027	2028	2029
Capital restant dû	6 752 215,99 €	6 230 189,94 €	5 697 040,39 €	5 140 577,19 €	6 284 113,98 €	7 639 548,16 €
Nouvel emprunt estimé			- €	1 700 000,00 €	2 000 000,00 €	- €
Nouvel emprunt à taux zéro		290 000,00 €				
Annuité capital (réel et estimé)	522 026,05 €	533 149,55 €	556 463,20 €	556 463,20 €	644 565,82 €	751 299,55 €
Annuité intérêts (réel et estimé)	201 842,58 €	187 134,24 €	172 965,41 €	158 597,00 €	143 959,70 €	254 863,88 €
Capital restant dû (réel + estimé)	6 230 189,94 €	5 697 040,39 €	5 140 577,19 €	6 284 113,98 €	7 639 548,16 €	6 888 248,61 €
Coût de la dette (réel + estimé)	723 868,63 €	720 283,79 €	729 428,61 €	715 060,20 €	788 525,52 €	1 006 163,43 €
Coût de la dette par m ³ (réel + estimé)	0,94 €	0,93 €	0,94 €	0,91 €	0,97 €	1,24 €
Capacité de désendettement (en année)	7,26	6,20	6,39	7,49	9,09	9,15



Le budget annexe BaANC

Pour rappel, le SPANC est responsable de différentes missions, telles que l'inspection des installations existantes, la réalisation de diagnostics pour évaluer leur conformité, la délivrance d'autorisations d'installation, ainsi que le suivi de leur bon fonctionnement.

Les contrôles sont programmés selon les périodicités fixées dans le règlement de service.

État de l'installation	Périodicité du contrôle
Installation d'assainissement non collectif, neuve ou réhabilitée ou ne présentant pas de dysfonctionnement	8 ans
Installation non conforme	4 ans
Absence d'installation	1 an
Vente immobilière non conforme	1 an

En 2024, les opérations de contrôle en assainissement non collectif ont débuté avec les communes de :

- Bailleul-le-Soc avec 225 contrôles
- Épineuse avec 75 contrôles
- Autres communes (contrôle de conception, vente, ...) avec 54 contrôles

L'objectif des 200 contrôles en 2024 par le contrôleur a été atteint.

Quelques chiffres pour résumé l'année 2024 du SPANC :

- 354 contrôles réalisés sur le territoire
- 274 installations contrôlées pour la première fois

Pour 2025, les dépenses relatives à l'assainissement non collectif seront principalement des dépenses en exploitation liées aux chapitres 011 et 012. Aucun investissement de prévu.

Les opérations de contrôles vont débuter sur la commune de Longueil-Sainte-Marie soit environ 61 habitations et se terminer sur les communes de Bailleul-le-Soc (43 contrôles) et Épineuse (45 contrôles).

En ce qui concerne les recettes, il faudra compter exclusivement sur le paiement des redevances versées par les usagers lors du contrôle des installations, en cas de vente, de construction neuve et lors de contrôles périodique de bon fonctionnement.

Le budget annexe BaEP

Travaux en cours 2024 qui sont reportés en 2025

- Construction de l'unité de traitement de l'eau potable de Longueil-Sainte-Marie pour un montant estimé de 2 800 000 € HT.
- Renouvellement des réseaux d'eau potable - Rue de la Maladrerie à Francières pour un montant estimé de 376 271 € HT.

Travaux prévus à compter de 2025 :

- Estrées-Saint-Denis – rue de l'Ermitage – Montant estimé : 360 000 € HT.
- Montmartin – renforcement des réseaux d'eau potable et création d'une interconnexion avec Francières – Montant estimé : 480 000 € HT.
- Remy – rue de Noyon – Montant estimé : 270 000 € HT.
- Création d'une interconnexion entre Estrées-Saint-Denis et Hémévillers – Montant estimé : 800 000 € HT.
- Reconstruction du réservoir de Bailleul-le-Soc – Montant estimé : 260 000 € HT.

Etudes prévues en 2025 :

- Poursuite du schéma directeur d'alimentation en eau potable sur l'ensemble du territoire.
- Études de définition des aires d'alimentation de captages et de leur vulnérabilité.
- Révision de la DUP du forage de Bailleul-le-Soc.
- Établissement d'une stratégie de préservation de la ressource.

Animation agricole de la préservation de la ressource :

- Filière chanvre – Montant estimé : 38 450,00 € HT.
- Reliquats azotés (2022-2025) – Montant restant à payer : 13 877,50 € HT.
- Diagnostic foncier – Montant estimé : 40 000 € HT.
- Conseil collectif réduction des herbicides – Montant estimé : 16 000 € HT.

Du point de vue des recettes, il faudra ici compter principalement sur les redevances versées par les usagers, les ventes d'eau en gros aux collectivités voisines et les subventions perçues en provenance de l'Agence de l'Eau Seine Normandie, du Conseil Départemental de l'Oise et de la DETR.

Pour information, les subventions en provenance de l'Agence de l'Eau Seine Normandie ont été prises en compte dans le tableau de prospective et dans les fiches opération avec pour référence le 12^{ème} programme.

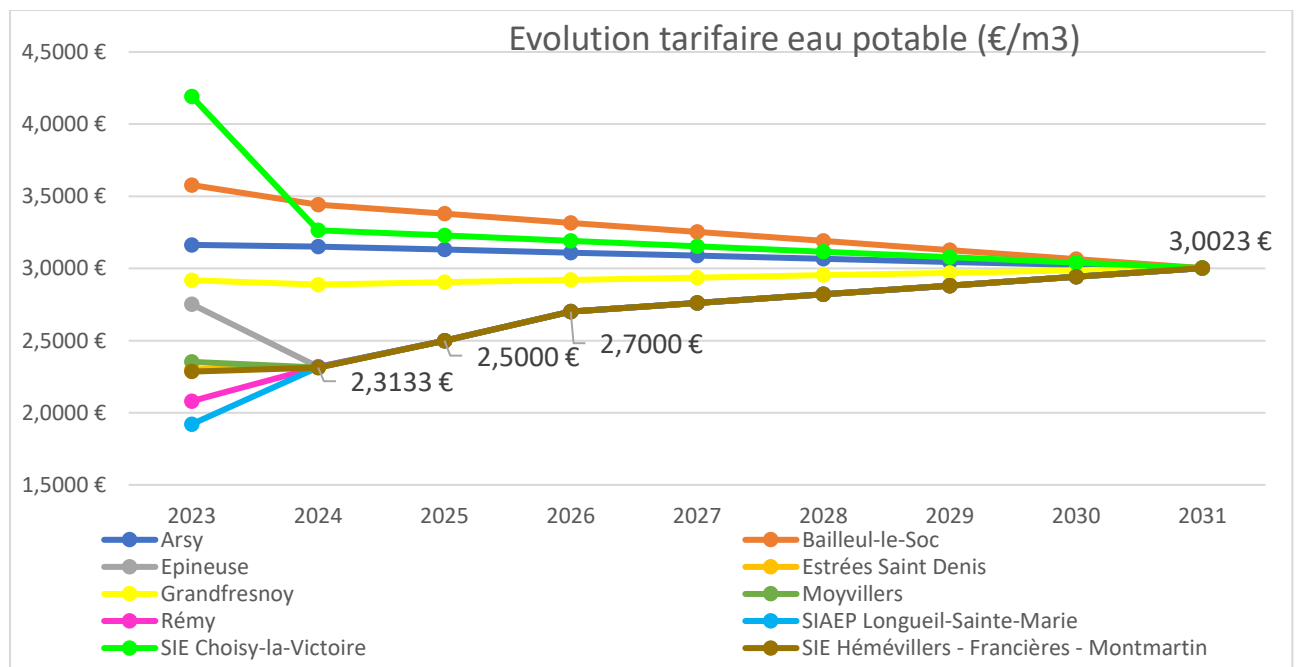
Pour les subventions attribuées par la DETR et le Conseil Départemental de l'Oise, une estimation du montant potentiellement accordé est mentionnée dans les fiches opération mais n'a pas été pris en compte dans la prospective financière.

Tarification eau potable au 1^{er} janvier 2025

Pour faire face à l'augmentation des tarifs des délégataires dus à l'intégration de la nouvelle unité de traitement de l'eau potable de Longueil Sainte Marie (210 000 €/an), le rattrapage des amortissements non réalisés avant le transfert de la compétence à la CCPE et à la réforme des redevances de l'Agence de l'Eau, l'évolution tarifaire a été revue avec un tarif cible à échéance 2031 d'environ 3,00 €/m³.

Le besoin de maintenir un fonds de roulement suffisant pour faire face aux imprévus (casse de canalisation, réhabilitation d'ouvrage urgente, problème de qualité...) et avoir un résultat de fonctionnement suffisant pour permettre de poursuivre l'investissement dans les années à venir nécessite une augmentation des recettes de la collectivité dès 2025. Pour cela, une augmentation de 0,40 €/m³ sur 2 ans est prévue pour les communes dont le tarif actuel est inférieur au tarif cible.

Cette augmentation sur deux ans impose le retrait d'une opération de renouvellement de réseau pour 2026-2027. Cette opération sera reprogrammée en fonction des résultats financiers réels.



Pour 2025, la réforme des redevances de l'Agence de l'Eau implique :

- Le maintien de la redevance prélèvement : le montant est fixé par l'Agence de l'Eau en fonction de la zone de prélèvement (zone de base ou zone de répartition des eaux)



- La création d'une redevance consommation : le montant est fixé par l'Agence de l'Eau.
- La création d'une redevance performance des réseaux d'eau potable. Le montant de cette redevance est fixé par l'Agence de l'Eau et modulé chaque année en fonction des résultats obtenus.

La part du prix de l'eau potable revenant à la collectivité est calculé par différence entre le tarif TTC envisagé et les tarifs fixés par le délégataire et l'Agence de l'Eau.

Pour 2025, le tarif TTC de la part eau potable pour une facture type 120 m³ est différent selon les communes (harmonisation en cours).

La redevance performance des réseaux d'eau potable sera de 0,0850 €/m³ avec un coefficient d'abattement de 80%. Le montant appliqué sera de 0,0170 €/m³. La redevance consommation est fixée à 0,4600 €/m³.

La part du délégataire évolue selon la formule de révision du contrat de DSP. En conséquence, la part de la collectivité est fixée à :

Eau potable 2025		Arsy	Bailleul-le-Soc	Épineuse	Estrées Saint Denis	Grandfresnoy	Moyvillers	Remy	SIAEP Longueil-Sainte-Marie	SIE Choisy-la-Victoire	SIE Hémévillers - Francières - Montmartin
Tarif TTC 120 m ³ année 2025 (€/m ³)		3,1521 €	3,3785 €	2,5000 €	2,5000 €	2,9042 €	2,5000 €	2,5000 €	2,5000 €	3,2277 €	2,5000 €
Part collectivité 2025	Part fixe	15,00 €	30,00 €	30,00 €	30,00 €	30,00 €	15,00 €	30,00 €	30,00 €	30,00 €	30,00 €
	Part variable	0,3023 €	1,2567 €	0,4449 €	0,4265 €	0,8269 €	0,1943 €	0,4449 €	0,4449 €	1,1326 €	0,4265 €

L'impact de l'augmentation pour 2025 sur les communes dont le tarif actuel est inférieur au tarif cible est de l'ordre de 30 € pour une facture 120 m³.

La projection budgétaire à échéance 2029 a été établie selon le PPI en y incluant un montant forfaitaire pour les subventions à hauteur de 5% du montant des travaux et également en fonction des redevances calculées par rapport à l'évolution du tarif cible.

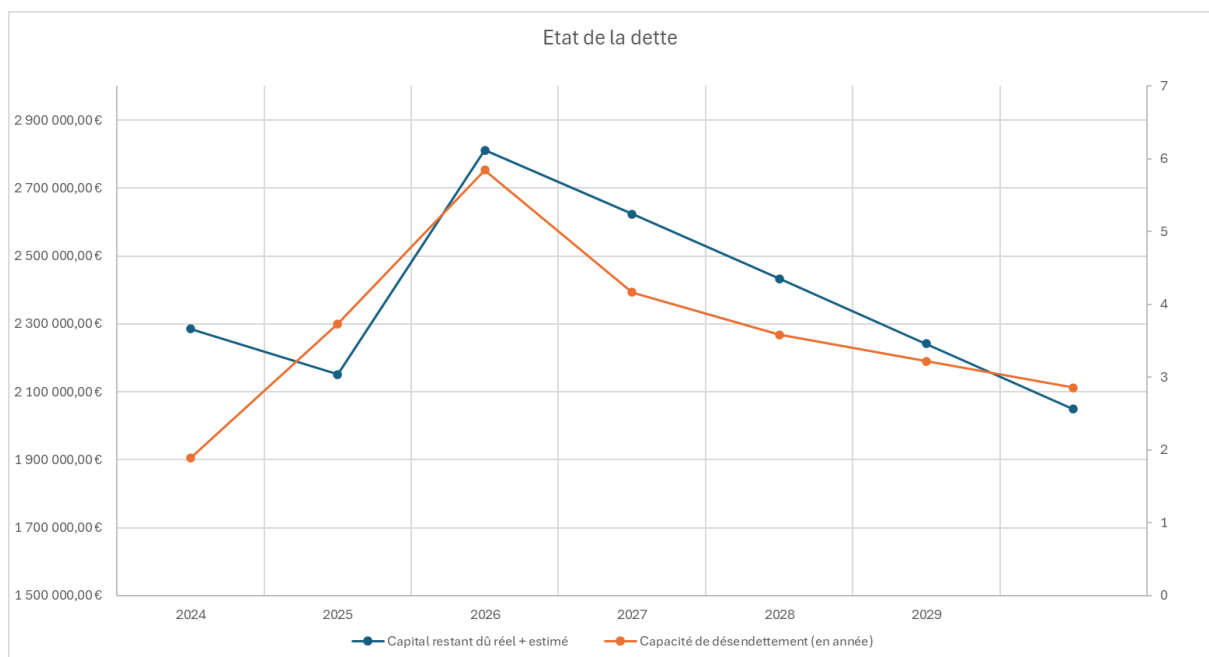
BaEP - Investissement	2023	2024	2025	2026	2027	2028	2029
Investissement total	1 876 k€	3 002 k€	2 834 k€	677 k€	120 k€	500 k€	500 k€
Variation cumulée du fonds de roulement (résultat + solde d'exécution cumulé)	4 171 k€	1 769 k€	482 k€	288 k€	667 k€	694 k€	733 k€

État de la dette :

Pour faire face à ces investissements, un besoin de financement est nécessaire sur la période 2025 / 2026. Cet emprunt devra être souscrits principalement avant les travaux notamment concernant la réhabilitation des réservoirs de Bailleul-le-Soc et Grandfresnoy et l'interconnexion entre Estrées-Saint-Denis et Hémévillers.

- 2025 = 800 k€

BaEP - Emprunts réels	2023	2024	2025	2026	2027	2028	2029
Capital restant dû (emprunts actuels)	365 271,51 €	2 285 651,84 €	2 150 527,74 €	2 811 405,90 €	2 622 996,32 €	2 433 145,92 €	2 241 808,73 €
Nouvel emprunt estimé	2 000 000,00 €	- €	800 000,00 €	- €	- €	- €	- €
Annuité capital réel et estimé	79 619,67 €	135 124,10 €	139 121,84 €	188 409,58 €	189 850,40 €	191 337,19 €	192 871,41 €
Annuité intérêts réel et estimé	42 047,41 €	66 433,99 €	62 436,25 €	81 086,09 €	79 645,27 €	78 158,48 €	76 624,26 €
Capital restant dû réel + estimé	2 285 651,84 €	2 150 527,74 €	2 811 405,90 €	2 622 996,32 €	2 433 145,92 €	2 241 808,73 €	2 048 937,32 €
Coût de la dette réel et estimé	121 667,08 €	201 558,09 €	201 558,09 €	269 495,67 €	269 495,67 €	269 495,67 €	269 495,67 €
Coût de la dette par m3 réel	0,15 €	0,24 €	0,24 €	0,32 €	0,32 €	0,32 €	0,32 €
Capacité de désendettement (en année)	1,89	3,73	5,85	4,17	3,58	3,22	2,86



13. Lexique

AC	Attribution de compensation
Adm	Administrations
AE	Autorisation d'engagement
BCE	Banque centrale européenne
BIT	Bureau international du travail
CA	Communauté d'agglomération
CC	Communauté de communes
CET	Contribution économique territoriale
CFE	Cotisation foncière des entreprises
CFL	Comité des finances locales
CFU	Compte financier unique
CIF	Coefficient d'intégration fiscale
CP	Crédit de paiement
CU	Communauté urbaine
CVAE	Cotisation sur la valeur ajoutée des entreprises
DCRTP	Dotation de compensation de la réforme de la taxe professionnelle
DDEC	Dotation départementale d'équipement des collèges
DETR	Dotation d'équipement des territoires ruraux
DGD	Dotation générale de décentralisation
DGE	Dotation globale d'équipement
DGF	Dotation globale de fonctionnement
DMTO	Droits de mutation à titre onéreux
DNP	Dotation nationale de péréquation
DPV	Dotation politique de la ville
DRES	Dotation régionale d'équipement scolaire
DSC	Dotation de solidarité communautaire
DSIL	Dotation de soutien à l'investissement local
DSR	Dotation de solidarité rurale
DSU	Dotation de solidarité urbaine
EPCI	Établissement public de coopération intercommunale
FB	Foncier bâti

FBCFAPU	Formation brute de capital fixe des administrations publiques
FCTVA	Fonds de compensation pour la taxe sur la valeur ajoutée
FDPTP	Fonds départemental de péréquation de la taxe professionnelle
FNB	Foncier non bâti
FNGIR	Fonds national de garantie individuelle des ressources
FPIC	Fonds de péréquation des ressources intercommunales et communales
FPU	Fiscalité professionnelle unique
FPZ	Fiscalité professionnelle de zone
FSRIF	Fonds de solidarité des communes de la région Ile-de-France
IFER	Imposition forfaitaire sur les entreprises de réseaux
IPC	Indice des prix à la consommation
LFI	Loi de finances initiales
LFR	Loi de finances rectificatives
LPFP	Loi de programmation des finances publiques
OPEP	Organisation des pays exportateurs de pétrole
PF	Potentiel fiscal
PIB	Produit intérieur brut
PLF	Projet de loi de finances
PSR	Prélèvements sur recettes
REOM	Redevance d'enlèvement des ordures ménagères
RCT	Mission Relation avec les collectivités territoriales
TASCOM	Taxe sur les surfaces commerciales
TDIL	Travaux divers d'intérêt général
TEOM	Taxe d'enlèvement des ordures ménagères
TH	Taxe d'habitation
THLV	Taxe d'habitation sur les logements vacants
TICPE	Taxe intérieure sur la consommation de produits énergétiques
TLV	Taxe sur les logements vacants
TP	Taxe professionnelle
TSCA	Taxe sur les conventions d'assurance
VP	Valeur de point
VM	Versement mobilités

ANNEXE 1 : Fiches d'opérations d'investissement détaillées

PPI Rénovation de la Halle des Sports (AP 2019-02)

2019-2025

BILAN PREVISIONNEL	
TOTAL OPERATION DEPENSES	1 364 868 €
TOTAL OPERATION RECETTES	617 591 €
CHARGE NETTE	747 277 €

DEPENSES	Réalisé antérieur	Réalisé 2024	RAR 2024	2025
Travaux phase 1	802 628 €	- €		
Travaux phase 2	275 691 €	2 125 €		58 273 €
Rémunération SAO Phase 2	17 700 €	- €		11 460 €
Autres travaux	195 089 €	- €		- €
TOTAL TRAVAUX	1 291 108 €	2 125 €	- €	69 733 €
Etudes préalables et autres - Publicité marché	1 835 €	- €		
TOTAL DEPENSES	1 292 943 €	2 125 €	TOTAL 2025 ARRONDI	69 800 €
RECETTES	Réalisé antérieur	Réalisé 2024	RAR 2024	2025
Subvention CD60 (phase 1)	150 000 €			
Subvention CD60 (phase 2)	50 000 €			16 330 €
Subvention DSIL (Contrat de ruralité)	159 164 €			30 000 €
Subvention DETR	28 618 €			
FCTVA	157 610 €	10 599 €	3 855 €	11 450 €
TOTAL RECETTES	545 392 €	10 599 €	TOTAL 2025 ARRONDI	61 600 €

PPI Voie douce Estrées Saint Denis/Rémy (AP 2019-03)

2019-2025

BILAN PREVISIONNEL	
TOTAL OPERATION DEPENSES	494 548 €
TOTAL OPERATION RECETTES	359 877 €
CHARGE NETTE	134 671 €

DEPENSES	Réalisé antérieur	Réalisé 2024	RAR 2024	2025
Travaux Voie verte entre Estrées-Saint-Denis / Rémy (compris MOE + PI)	405 000 €			31 638 €
Acquisition terrains Voie verte Estrées-Saint-Denis / Rémy	8 734 €			
Sondage Amiante/HP	1 680 €			
Déjà dépensé sur l'AP n°2019-03 (Diagnostic des ponts APAVE)	21 236 €			- €
TOTAL TRAVAUX ET ACQUISITIONS	436 650 €			31 638 €
Rémunération SAO Voie verte Estrées-Saint-Denis / Rémy	26 198 €			
TOTAL ETUDES	26 198 €			- €
TOTAL DEPENSES	462 848 €	0 €	TOTAL 2025 ARRONDI	31 700 €
RECETTES	Réalisé antérieur	Réalisé 2024	RAR 2024	2025
Subvention CD60 (30% AMO) - Etudes	6 530 €			3 930 €
Contrat de ruralité - Travaux	30 878 €			44 122 €
Subvention CD60 - Travaux				61 500 €
Etat AAP continuité cyclable	119 225 €			29 806 €
FCTVA	5 444 €		53 293 €	5 190 €
TOTAL RECETTES	162 077 €	0 €	TOTAL 2025 ARRONDI	197 800 €

PPI Voie douce Longueil/Rivecourt (AP 2019-04)

2019-2026

BILAN PREVISIONNEL	
TOTAL OPERATION DEPENSES	1 102 785 €
TOTAL OPERATION RECETTES	701 281 €
CHARGE NETTE	401 504 €

DEPENSES	Réalisé antérieur	Réalisé 2024	RAR 2024	2025	2026
Travaux (238)	40 000 €	93 144 €		296 572 €	600 800 €
Acquisition terrains Voie verte entre Rivecourt et Longueil-Sainte-Marie				10 000 €	
Bornage des terrains				5 528 €	
Levée topographique	1 632 €				
TOTAL TRAVAUX	41 632 €	93 144 €	- €	312 100 €	600 800 €
Maitrise d'œuvre				8 921 €	
Etude géotechnique	4 904 €				
Rémunération SAO Voie verte Longueil-Sainte-Marie / Rivecourt (2313)	7 200 €	8 505 €		15 760 €	9 755 €
TOTAL ETUDES	12 104 €	8 505 €	- €	24 681 €	9 755 €
TOTAL DEPENSES	53 736 €	101 649 €	TOTAL 2025 ARRONDI	336 800 €	610 600 €
RECETTES	Réalisé antérieur	Réalisé 2024	RAR 2024	2025	2026
Etat DSIL				38 311 €	76 622 €
DETR (Demandé en 2024 - en attente d'accord en 2025)				24 000 €	48 000 €
DEPARTEMENT (Demandé en 2024 - en attente d'accord en 2025)				43 000 €	86 000 €
Financement LAFARGE				32 000 €	
Participation commune de Rivecourt (10%)				30 257 €	60 515 €
Participation commune de Longueil Sainte Marie (10%)				30 257 €	60 515 €
FCTVA	1 181 €		16 675 €	53 782 €	100 155 €
TOTAL RECETTES	1 181 €	0 €	TOTAL 2025 ARRONDI	268 300 €	431 800 €

PPI Pistes Aménagements connexes (AP 2020-02)

2019-2025

BILAN PREVISIONNEL	
TOTAL OPERATION DEPENSES	352 965 €
TOTAL OPERATION RECETTES	138 428 €
CHARGE NETTE	214 537 €

DEPENSES	Réalisé antérieur	Réalisé 2024	RAR 2024	2025
Amélioration et aménagement des pistes cyclables				
Création de Parcours santé	30 426 €			
Fourniture et pose de poubelles	27 858 €			
Fourniture et pose de panneaux de signalisation et sécurisation des carrefours	11 620 €			
Création de nouveaux accès PMR aux pistes - Travaux	27 763 €	33 259 €		
Sécurisation des pistes (clotures et barrières)	99 602 €	106 022 €		
TOTAL TRAVAUX	197 269 €	139 281 €	- €	- €
Levée topographique pour Parcours santé	3 240 €			
Levée topographique pour Plantations piste ESD-Remy	1 980 €			
Maîtrise d'œuvre pour création de nouveau accès aux pistes (PMR)	6 300 €	405 €		
CSPS création nouveaux accès aux pistes (PMR)	308 €	749 €		
Levée topographique pour nouveaux accès aux pistes (PMR)	2 460 €			
Publicité marché	972 €			
TOTAL ETUDES	15 260 €	1 154 €	- €	- €
TOTAL DEPENSES	212 529 €	140 435 €	TOTAL 2025 ARRONDI	- €
RECETTES	Réalisé antérieur	Réalisé 2024	RAR 2024	2025
Subvention LEADER Parcours santé Canly	18 256 €			
Subvention DSIL (contrat de ruralité) - Signalétiques, sécurisation, ...	12 800 €			3 200 €
Subvention DETR - Sécurisation des pistes (barrières)	22 318 €			
Subvention DETR - Accessibilité des pistes (PMR)	10 958 €			25 568 €
FCTVA	22 450 €	22 848 €		
TOTAL RECETTES	86 781 €	22 848 €	TOTAL 2025 ARRONDI	28 800 €

PPI AQUAPLAINE (AP 2019-07)

2019-2025

BILAN PREVISIONNEL	
TOTAL OPERATION DEPENSES	3 866 892 €
TOTAL OPERATION RECETTES	2 208 857 €
CHARGE NETTE	1 658 035 €

DEPENSES	Montants HT			
	Réalisé antérieur	Réalisé 2024	RAR 2024	2025
Maitrise d'Œuvre	237 332 €	81 422 €		64 876 €
Contrôleur technique	7 016 €	8 008 €		1 936 €
Coordinateur SPS	1 184 €	3 024 €		1 648 €
Etudes géotechniques	11 700 €			
OPC (1.5% des travaux)	964 €	20 134 €		6 102 €
AMO (D2X)	41 000 €	31 100 €		15 400 €
Aléas et révision de prix (10%)				144 446 €
Frais financiers (2%) Assurance Dommage Ouvrage				
traitement air et de l'eau	7 875 €			
Accessibilité	6 000 €			
Etude thermique	9 800 €			
Diagnostic stabilité de la charpente	2 400 €			
Diagnostic solidité des bassins	6 205 €			
Diagnostic plomb et patogènes sur charpente	2 160 €			
Diagnostic air	2 840 €			
Diagnostic étanchéité à l'air	4 500 €			4 400 €
Fresque murale				9 660 €
Reprise du toboggan				19 454 €
Enregistreur vidéo				3 665 €
Remplacement de BAES				3 380 €
Fauteuil PMR		6 733 €		
Publicité marché	2 790 €			
TOTAL ETUDES	343 766 €	150 420 €		274 966 €
Clos Couvert		900 830 €		73 422 €
Démolition - Curage - Terrassement - Fondations - Gros-œuvre		496 921 €		37 797 €
Charpente - Ossature bois		80 538 €		5 048 €
Couverture - étanchéité		104 549 €		5 474 €
Traitement de façade		69 774 €		14 386 €
Menuiserie extérieure et intérieure		144 969 €		6 287 €
Métallerie		4 080 €		4 430 €
Lots techniques		1 249 745 €		189 870 €
Traitement d'air - chauffage - plomberie - Sanitaires		759 755 €		109 826 €
Traitement de l'eau - Animation aquatique		438 430 €		50 567 €
Electricité courant fort et faible - contrôle d'accès		51 560 €		29 477 €
Second œuvre		373 215 €		174 265 €
Agencement intérieurs bois - Cloisonnement		42 197 €		27 041 €
Etanchéité liquide - revêtements de sols et muraux carrelés		295 019 €		18 449 €
Plafonds suspendus		16 772 €		8 485 €
Peinture		10 575 €		22 625 €
Equipped de vestiaires - cabines - casiers		- €		42 765 €
Equipped de piscine		8 651 €		54 900 €
Extérieurs		106 459 €		13 041 €
VRD - Espaces verts		106 459 €		13 041 €
TOT TRAVAUX PROGRAMMÉS	- €	2 630 249 €		450 599 €
Reprise de l'étanchéité des bassins	16 272 €			
Mise en conformité de l'accès toboggan	585 €			
TOTAL TRAVAUX ANNEXES	16 857 €			- €
TOTAL DEPENSES	360 623 €	2 780 669 €	TOTAL 2025 ARRONDI	725 600 €
RECETTES	Réalisé antérieur	Réalisé 2024	RAR 2024	2025
Subvention CD60		514 080 €		235 920 €
Région		425 028 €		324 972 €
DSIL (Fonds vert)	179 949 €			419 881 €
Subvention DETR (Diagnostic et travaux accessibilité PMR)	16 388 €	7 612 €		6 000 €
Revente de certificats d'économies d'énergie				10 000 €
Subvention Agence de l'eau		55 200 €		13 800 €
TOTAL RECETTES	196 337 €	1 001 920 €	TOTAL 2025 ARRONDI	1 010 600 €

PPI PLUIH (AP 2020-01)

2020-2026

BILAN PREVISIONNEL	
TOTAL OPERATION DEPENSES	585 594 €
TOTAL OPERATION RECETTES	369 295 €
CHARGE NETTE	216 299 €

DEPENSES	2021	2022	2023	2024	RAR 2024	2025	2026
	Diagnostic agricole, lancement consultation, diagnostic et évaluation environnementale	Fin diagnostic et évaluation environnementale / Début PADD	Fin diagnostic et évaluation environnementale / Début PADD	Fin PADD	Règlement / Début OAP et POA		Enquete Publique / Approbation
BET	39 357 €	56 108 €	23 804 €	28 318 €	22 444 €	154 000 €	70 000 €
Frais divers						5 000 €	3 000 €
SGEP	69 174 €	82 922 €	- €	30 912 €			
Total	108 531 €	139 029 €	23 804 €	59 230 €	TOTAL 2025 ARRONDI	182 000 €	73 000 €
RECETTES	2021	2022	2023	2024	RAR 2024	2025	2026
Subvention CD 60		16 750 €	17 960 €	9 550 €		54 600 €	34 140 €
Etat (DGD Urbanisme)	40 000 €						
SGEP (AESN)	56 896 €		- €	38 461 €		- €	
FCTVA		22 761 €	20 672 €	6 245 €	2 585 €	29 855 €	11 975 €
Total	96 896 €	39 511 €	38 632 €	54 256 €	TOTAL 2025 ARRONDI	87 000 €	53 000 €

PPI Voiries (AP 2021-01)

2023-2026

BILAN PREVISIONNEL	
TOTAL OPERATION DEPENSES	1 148 743 €
TOTAL OPERATION RECETTES	157 189 €
CHARGE NETTE	991 554 €

DEPENSES	Réalisé Antérieur	Réalisé 2024	RAR 2024	2025	2026
Travaux Voiries	142 500 €	28 508 €	- €	65 500 €	90 000 €
ARSY - Boulevard Bérenger - n°19 - structure	142 500 €	17 612 €			
AVRIGNY - VC n°1 de Mainbeville à Avrigny - Est - n°20 - structure					50 000 €
CHEVRIERES - Chemin rural dit de la Galette - n°26 - Surface					
FRANCIERES - Voie communale n°1 de Francières à Montmartin - n°41 - Surface		10 896 €			
EPINEUSE - Voie communale n°1 de Mainbeville à Avrigny - est					
REMY - Chemin rural de la Patinerie à Compiègne - n°60 - Structure					
REMY - Voie communale n°2 de Jonquières à la Patinerie - n°61 - Structure					40 000 €
REMY - Chemin rural de Laneuville à Compiègne - n°63 - Surface					
REMY - Voie communale n°3 de Montmartin à Beaumanoir - n°62 - Surface + carrefour				40 000 €	
BLINCOURT - traitement Eaux pluviales - SMOA ?				20 000 €	
ESTREES-SAINT-DENIS - Voie communale d'Estrées-Saint-Denis à Bailleul-le-Soc				3 000 €	
LE-FAYEL - Rue de Vaudherland				2 500 €	
Travaux Voiries ZAE	- €	49 594 €	- €	157 500 €	424 000 €
CHEVRIERES - VC n°5 - La Sucrierie		41 121 €			
Chevrières - ZA CHEVRIERES ZONE SUD					74 000 €
Arsy - ZAE DE LA TOUR				120 000 €	
Longueil-Sainte-Marie - ZAE PARIS OISE					350 000 €
Choisy-la-Victoire - ZAE Froyères				30 000 €	
Rémy - ZAE Briquetterie		8 473 €		7 500 €	
Etudes préalables et autres	11 671 €	16 469 €	- €	79 295 €	83 624 €
Maîtrise d'œuvre (7%)	10 953 €	1 377 €		25 795 €	33 424 €
Etudes géotechniques		4 572 €		22 500 €	10 000 €
Levés topographiques		6 372 €		7 500 €	5 000 €
Aléas 5%				11 000 €	25 700 €
Coordination SPS	718 €	1 748 €		2 500 €	2 500 €
Diagnostic amiante et HAP		2 400 €		7 500 €	5 000 €
Publicité marché				2 500 €	2 000 €
TOTAL DEPENSES	154 172 €	94 572 €	TOTAL 2025 ARRONDI	302 300 €	597 700 €
RECETTES	Réalisé Antérieur	Réalisé 2024	RAR 2024	2025	2026
FCTVA	2 889 €		6 745,51	49 589 €	98 047 €
TOTAL RECETTES		2 889 €	TOTAL 2025 ARRONDI	56 300 €	98 000 €

PPI Aire d'accueil des Gens du Voyage (AP 2021-03)

2021-2027

BILAN PREVISIONNEL	
TOTAL OPERATION DEPENSES	1 930 573 €
TOTAL OPERATION RECETTES	552 000 €
CHARGE NETTE	1 378 573 €

DEPENSES	Réalisé antérieur	Réalisé 2024	RAR 2024	2025	2026	2027
Ratio/place (20)					800 000 €	604 000 €
Travaux				- €	800 000 €	604 000 €
Acquisitions foncières				120 000 €		
Frais annexes (Notaire, DUP)				60 000 €		
Foncier				180 000 €		
Etudes géotechniques	4 200 €			11 800 €	20 000 €	
Géomètre (AET)	2 370 €			21 630 €		
MOE	15 810 €			45 000 €	35 000 €	16 510 €
SPS				2 000 €	7 000 €	5 040 €
Contrôle Technique				1 500 €	2 000 €	2 500 €
Etudes	22 380 €			81 930 €	64 000 €	24 050 €
Frais divers, Aléas (10%)	147 €	3 046 €		37 000 €	70 000 €	43 793 €
TOTAL DEPENSES	22 527 €	3 046 €	TOTAL 2025 ARRONDI	299 000 €	934 000 €	672 000 €
RECETTES	Réalisé antérieur	Réalisé 2024	RAR 2024	2025	2026	2027
Etat					63 000 €	147 000 €
CD60					10 000 €	20 000 €
FCTVA				49 048 €	153 213 €	110 235 €
TOTAL RECETTES			TOTAL 2025 ARRONDI	49 000 €	226 000 €	277 000 €

Reconstruction de la STEP ZAC Paris Oise - Opération n° 08

DEPENSES	2023	2024	2025	2026
Etudes				
Levé topographique + bornage + achat parcelle		1 281,00 €		
MOE		7 032,15 €	47 717,85 €	
AMO		1 800,00 €	7 200,00 €	
Géotechnique			20 000,00 €	
Diagnostic assainissement	60 120,93 €	7 725,24 €	- €	
Investigation complémentaire				
Assurance DO			50 000,00 €	
Total études	60 120,93 €	17 838,39 €	124 917,85 €	- €
Travaux			300 000,00 €	700 000,00 €
Contrôle technique			10 000,00 €	
SPS			8 000,00 €	
Essais garanties				20 000,00 €
Total travaux	- €	- €	318 000,00 €	720 000,00 €
TOTAL DEPENSES	60 120,93 €	17 838,39 €	442 917,85 €	720 000,00 €

RECETTES / SUBVENTION	2020	2024	2025	2026
Agence de l'Eau Seine Normandie - Etude diagnostique	18 172,00 €		18 172,00 €	
Agence de l'Eau Seine Normandie - Travaux				
Agence de l'Eau Seine Normandie - Etude de conception		10 082,00 €	10 083,00 €	
TOTAL RECETTES	18 172,00 €	10 082,00 €	28 255,00 €	- €

BILAN OPERATION	
Total opération dépenses	1 240 877,17 €
Total opération recettes	56 509,00 €
Reste à charge	1 184 368,17 €

En ce qui concerne la subvention relative aux travaux via l'Agence de l'Eau Seine Normandie, un dossier sera constitué mais ces travaux ne sont potentiellement pas éligibles au 12^{ème} programme.

Réhabilitation des réseaux assainissement - Travaux 2024 - Ruelle Charlin, rue Paul Doumer et impasse Roger Vervel à Chevrières - Opération n° 04

DEPENSES	2024	2025	2026
Etudes			
MOE	8 925,00 €	13 770,00 €	
Investigation complémentaire	1 574,50 €		
Geotechnique	19 969,19 €	- €	
Détection de réseau	1 945,00 €		
Etude topographique	6 390,00 €	- €	
Diagnostic amiante	2 130,00 €		
Total études	40 933,69 €	13 770,00 €	- €
Travaux			
Contrôle extérieur		10 000,00 €	
SPS		2 566,50 €	
Total travaux	- €	445 566,50 €	- €
TOTAL DEPENSES	40 933,69 €	459 336,50 €	- €

RECETTES / SUBVENTION	2024	2025	2026
Agence de l'Eau Seine Normandie		72 350,00 €	
Conseil Départemental de l'Oise		43 300,00 €	
TOTAL RECETTES	- €	115 650,00 €	- €

BILAN OPERATION	
Total opération dépenses	500 270,19 €
Total opération recettes	115 650,00 €
Reste à charge	384 620,19 €

**Réhabilitation des réseaux d'assainissement - Travaux 2024 - Chemisage Rivecourt - Rue de la Gare
Canly - Grande Rue Houdancourt - Opération n° 04 suite**

DEPENSES	2024	2025	2026
Etudes			
MOE	25 188,80 €	14 933,20 €	
Geotechnique	- €	- €	
Détection de réseau	- €	3 459,00 €	
Etude topographique	- €	- €	
Investigation complémentaire	2 500,00 €	3 590,00 €	
Total études	27 688,80 €	21 982,20 €	- €
Travaux Houdancourt			
SPS	2 196,75 €		
Contrôle extérieur	6 020,20 €		
Travaux Rivecourt			
SPS		2 196,75 €	
Contrôle extérieur		10 471,20 €	
Travaux Canly			
SPS	848,25 €	1 348,50 €	
Contrôle extérieur		8 530,20 €	
Total travaux	473 290,15 €	349 346,65 €	- €
TOTAL DEPENSES	500 978,95 €	371 328,85 €	- €

RECETTES / SUBVENTION	2024	2025	2026
Agence de l'Eau Seine Normandie		321 480,00 €	
Conseil départemental de l'Oise - Rivecourt		15 500,00 €	
TOTAL RECETTES	- €	336 980,00 €	- €

BILAN OPERATION	
Total opération dépenses	872 307,80 €
Total opération recettes	336 980,00 €
Reste à charge	535 327,80 €

Réhabilitation des réseaux d'assainissement - Travaux 2025/2026 - Rue d'Estrées, de la Croix Blanche à Grandfresnoy et du Chemin du Fossé à Canly et rues diverses à Francières - Opérations n° 11 et 13

DEPENSES	2024	2025	2026
Etudes			
MOE		35 000,00 €	10 000,00 €
Investigation complémentaire		2 592,59 €	
Localisation, sécurisation sondages et détection réseaux	13 159,99 €		
Geotechnique		5 062,00 €	
ITV	9 972,40 €		
ITV Francières		5 555,00 €	
Etude topographique	1 575,00 €		
Diagnostic amiante	1 710,00 €	7 268,00 €	
Total études	26 417,39 €	55 477,59 €	10 000,00 €
Travaux Grandfresnoy		200 000,00 €	
SPS		2 500,00 €	
Contrôle extérieur		5 000,00 €	
Travaux Canly		200 000,00 €	
SPS		2 500,00 €	
Contrôle extérieur		5 000,00 €	
Travaux Francières			550 000,00 €
SPS			5 000,00 €
Contrôle extérieur			10 000,00 €
Total travaux	- €	415 000,00 €	565 000,00 €
TOTAL DEPENSES	26 417,39 €	470 477,59 €	575 000,00 €

RECETTES / SUBVENTION	2024	2025	2026
Agence de l'Eau Seine Normandie			313 643,28 €
Conseil Départemental de l'Oise			55 000,00 €
TOTAL RECETTES	- €	- €	368 643,28 €

BILAN OPERATION	
Total opération dépenses	1 071 894,98 €
Total opération recettes	368 643,28 €
Reste à charge	703 251,70 €

Construction STEP et création de réseau à Choisy-la-Victoire et Avrigny - Opération n° 12

DEPENSES	2024	2025	2026	2027	2028
Etudes					
MOE	270,00 €	63 000,00 €	57 000,00 €	57 000,00 €	
Etude topographique		8 500,00 €			
Geotechnique G1-G2 AVP		9 803,00 €			
Geotechnique G2 PRO		30 000,00 €			
Enquête parcellaires		45 000,00 €			
Achat de la parcelle, bornage et notaire			25 000,00 €		
Viabilisation			100 000,00 €		
Total études	270,00 €	156 303,00 €	182 000,00 €	57 000,00 €	- €
Travaux STEP			1 000 000,00 €	1 500 000,00 €	
Travaux réseaux Avrigny-Choisy			800 000,00 €	2 400 000,00 €	
Travaux Bailleul le Soc					2 750 000,00 €
SPS					
TOTAL travaux	- €	- €	1 800 000,00 €	3 900 000,00 €	2 750 000,00 €
TOTAL DEPENSES	270,00 €	156 303,00 €	1 982 000,00 €	3 957 000,00 €	2 750 000,00 €

RECETTES / SUBVENTION	2024	2025	2026	2027	2028
Agence de l'Eau Seine Normandie - Etude		62 412,00 €			
Agence de l'Eau Seine Normandie - Travaux STEP				675 000,00 €	
Agence de l'Eau Seine Normandie - Travaux réseaux				960 000,00 €	
Agence de l'eau Seine Normandie - Travaux Bailleul-le-Soc					1 100 000,00 €
Conseil départemental de l'Oise					
TOTAL RECETTES	- €	62 412,00 €	- €	1 635 000,00 €	1 100 000,00 €

EMPRUNTS	2024	2025	2026	2027	2028
Emprunts				1 700 000,00 €	2 000 000,00 €

BILAN OPERATION	
Total opération dépenses	8 845 573,00 €
Total opération recettes	2 797 412,00 €
Reste à charge	6 048 161,00 €
Autofinancement	2 348 161,00 €
Emprunt	3 700 000,00 €

**Réhabilitation du réseau d'assainissement - Rue de la Gare à Longueil-Sainte-Marie -
Opération n° 16**

DEPENSES	2024	2025	2026
Etudes			
MOE		20 000,00 €	
Diagnostic amiante		2 500,00 €	
Geotechnique	15 320,00 €		
Total études	15 320,00 €	22 500,00 €	- €
Travaux		450 000,00 €	
SPS		3 500,00 €	
Contrôles extérieurs		8 000,00 €	
Total travaux		461 500,00 €	- €
TOTAL DEPENSES		484 000,00 €	- €

RECETTES / SUBVENTION	2024	2025	2026
Agence de l'Eau Seine Normandie		150 000,00 €	
TOTAL RECETTES	- €	150 000,00 €	- €

BILAN OPERATION	
Total opération dépenses	484 000,00 €
Total opération recettes	150 000,00 €
Reste à charge	334 000,00 €

Création du réseau d'assainissement à Montmartin - Opération n° 06

DEPENSES	2023	2024	2025	2026
Etudes				
MOE	19 492,66 €	11 853,82 €	25 843,52 €	
Sécurisation sondage		1 320,00 €		
Diagnostic amiante HAP		2 540,00 €		
Geotechnique		13 690,00 €		
Investigation complémentaire		3 986,10 €		
Total études	19 492,66 €	33 389,92 €	25 843,52 €	- €
Travaux réseau en domaine public			1 260 859,25 €	
Travaux poste de refoulement			119 100,00 €	
Travaux + MO en domaine privé			22 250,00 €	431 575,00 €
SPS		424,12 €	3 112,42 €	
Contrôle extérieur			22 060,00 €	
Total travaux	- €	424,12 €	1 427 381,67 €	431 575,00 €
TOTAL DEPENSES	19 492,66 €	33 814,04 €	1 453 225,19 €	431 575,00 €

RECETTES / SUBVENTION	2023	2024	2025	2026
Agence de l'Eau Seine Normandie Subvention			581 200,00 €	
Conseil départemental de l'Oise			261 000,00 €	
Subvention Agence de l'Eau Seine Normandie et remboursement des particuliers				431 575,00 €
TOTAL RECETTES	- €	- €	842 200,00 €	431 575,00 €

EMPRUNTS	2023	2024	2025	2026
Agence de l'Eau Seine Normandie Prêt à taux zéro			290 600,00 €	

BILAN OPERATION	
Total opération dépenses	1 938 106,89 €
Total opération recettes	1 273 775,00 €
Reste à charge	664 331,89 €
Fonds propres	373 731,89 €
Prêt à taux zéro	290 600,00 €

Le dossier pro sera validé au regard du montant de la subvention obtenue auprès du Conseil Départemental de l'Oise.

Réhabilitation du réseau d'assainissement et d'eau pluviale - Rue du Muguet Longueil-Sainte-Marie - Opération n° 14

DEPENSES	2024	2025
Etudes		
MOE		24 900,00 €
Géotechnique	3 065,00 €	
Géotechnique G2 PRO + rabattement de nappe		15 000,00 €
Diagnostic amiante canalisations assainissement et eau pluviale		1 132,00 €
Topographique	750,00 €	
ITV	1 370,00 €	
ITV branchement + pluvial		3 000,00 €
Investigation complémentaire	900,00 €	
Total études	6 085,00 €	44 032,00 €
Travaux assainissement		235 000,00 €
Contrôle extérieur		5 000,00 €
Divers, imprévus et actualisations		15 000,00 €
SPS		3 000,00 €
Total travaux	- €	258 000,00 €
TOTAL DEPENSES	6 085,00 €	302 032,00 €

RECETTES / SUBVENTION	2024	2025
Agence de l'Eau Seine Normandie		57 000,00 €
Commune de Longueil-Sainte-Marie		72 066,00 €
TOTAL RECETTES	- €	129 066,00 €

BILAN OPERATION		
Total opération dépenses		308 117,00 €
Total opération recettes		129 066,00 €
Reste à charge		179 051,00 €

Une convention de délégation de maîtrise d'ouvrage pour cette opération a été signée avec la commune de Longueil-Sainte-Marie afin que la CCPE prenne en charge les travaux d'eaux pluviales, la commune procédera au remboursement à la fin des travaux.

Réhabilitation du réseau d'assainissement - Allée du Chemin Blanc - Estrées-Saint-Denis - Opération n° 15

DEPENSES	2024	2025
Etudes		
Diagnostic amiante		
Geotechnique		
Investigations complémentaires		3 000,00 €
ITV	1 094,00 €	
Etude topographique		
Total études	1 094,00 €	3 000,00 €
Travaux		40 000,00 €
Contrôle extérieur		2 000,00 €
Total travaux	- €	42 000,00 €
TOTAL DEPENSES	1 094,00 €	45 000,00 €

RECETTES / SUBVENTION	2024	2025
TOTAL RECETTES	- €	- €

BILAN OPERATION		
Total opération dépenses		46 094,00 €
Total opération recettes		- €
Reste à charge		46 094,00 €

**Réhabilitation des réseaux d'assainissement - Rue de l'Ermitage à Estrées-Saint-Denis -
Opération n° 18**

DEPENSES	2024	2025	2026
Etudes			
MOE		25 000,00 €	
Diagnostic amiante canalisations		3 500,00 €	
Geotechnique		7 500,00 €	
Total études	- €	36 000,00 €	- €
Travaux			
SPS		5 000,00 €	
Contrôles extérieurs		10 000,00 €	
Total travaux		405 000,00 €	- €
TOTAL DEPENSES		441 000,00 €	- €

RECETTES / SUBVENTION	2024	2025	2026
Agence de l'Eau Seine Normandie		121 500,00 €	
Conseil Départemental de l'Oise		30 000,00 €	
TOTAL RECETTES		151 500,00 €	- €

BILAN OPERATION	
Total opération dépenses	441 000,00 €
Total opération recettes	151 500,00 €
Reste à charge	289 500,00 €

**Création d'une unité de traitement de l'eau potable à Longueil-Sainte-Marie -
Opération n° 08**

DEPENSES	2023	2024	2025
Etudes			
MOE	31 698,98 €	40 644,67 €	18 676,35 €
Diagnostic amiante		1 020,00 €	
AMO	4 500,00 €	18 530,00 €	3 470,00 €
Geotechnique			
Total études	36 198,98 €	60 194,67 €	22 146,35 €
Travaux unité de traitement	878 065,19 €	1 973 673,20 €	104 370,66 €
Contrôle technique	5 708,68 €	4 223,80 €	1 520,17 €
Essais de garantie			15 000,00 €
SPS	2 898,54 €	6 307,80 €	3 241,46 €
Total travaux	886 672,41 €	1 984 204,80 €	124 132,29 €
TOTAL DEPENSES	922 871,39 €	2 044 399,47 €	146 278,64 €

RECETTES / SUBVENTION	2023	2024	2025
Agence de l'Eau Seine Normandie			
Conseil Départemental de l'Oise		72 000,00 €	18 000,00 €
TOTAL RECETTES	- €	72 000,00 €	18 000,00 €

BILAN OPERATION	
Total opération dépenses	3 113 549,50 €
Total opération recettes	90 000,00 €
Reste à charge	3 023 549,50 €

Interconnexion Estrées-Saint-Denis - Hémévillers - Opération n° 05

DEPENSES	2023	2024	2025	2026
Etudes				
MOE	5 445,84 €	3 200,00 €	31 054,16 €	
Etude topographique		9 954,00 €		
Etude géotechnique			2 000,00 €	
Diagnostic amiante	3 360,00 €	2 940,00 €	- €	
Investigation complémentaire	1 695,00 €			
Total études	10 500,84 €	16 094,00 €	33 054,16 €	- €
Travaux + branchement électrique			838 000,00 €	
SPS			2 566,00 €	
Total travaux	- €	- €	840 566,00 €	- €
TOTAL DEPENSES	10 500,84 €	16 094,00 €	873 620,16 €	- €

RECETTES / SUBVENTION	2023	2024	2025	2026
Agence de l'Eau Seine Normandie			335 544,00 €	
Conseil Départemental de l'Oise			90 250,00 €	
TOTAL RECETTES	- €	- €	425 794,00 €	- €

EMPRUNTS	2023	2024	2025	2026
Emprunt			470 000,00 €	

BILAN OPERATION	
Total opération dépenses	900 215,00 €
Total opération recettes	425 794,00 €
Reste à charge	474 421,00 €
Fonds propre	4 421,00 €
Emprunt	470 000,00 €

Renouvellement des réseaux eau potable et interconnexion Montmartin - Francières - Opération n° 15

DEPENSES	2023	2024	2025	2026
Etudes				
MOE	5 355,85 €	- €	5 791,65 €	- €
TOTAL ETUDES	5 355,85 €	- €	5 791,65 €	- €
Travaux réseau			273 187,00 €	
Travaux interconnexion			205 589,00 €	
SPS réseau		424,13 €	1 575,87 €	
Contrôle extérieur réseau			1 250,00 €	
TOTAL TRAVAUX		424,13 €	481 601,87 €	- €
TOTAL DEPENSES		424,13 €	487 393,52 €	- €

RECETTES / SUBVENTION	2023	2024	2025	2026
DETR (réseau)			80 000,00 €	
Conseil départemental de l'Oise (réseau)			40 750,00 €	
Agence de l'Eau Seine Normandie (interco)				
Conseil départemental de l'Oise (interco)			96 750,00 €	
TOTAL RECETTES		- €	217 500,00 €	- €

BILAN OPERATION	
Total opération dépenses	487 817,65 €
Total opération recettes	217 500,00 €
Reste à charge	270 317,65 €

Remplacement des réseaux d'eau potable - Rue de Noyon à Remy - Opération n° 07

DEPENSES	2023	2024	2025	2026
Etudes				
MOE	3 435,78 €	- €	10 408,44 €	3 435,78 €
Total études	3 435,78 €	- €	10 408,44 €	3 435,78 €
Travaux			269 480,00 €	230 000,00 €
Contrôle extérieur			5 000,00 €	5 000,00 €
SPS			1 473,25 €	1 037,50 €
Total travaux			275 953,25 €	236 037,50 €
TOTAL DEPENSES	3 435,78 €	- €	286 361,69 €	239 473,28 €

RECETTES / SUBVENTION	2023	2024	2025	2026
DETR			83 866,00 €	
TOTAL RECETTES	- €	- €	83 866,00 €	- €

BILAN OPERATION	
Total opération dépenses	529 270,75 €
Total opération recettes	83 866,00 €
Reste à charge	445 404,75 €

**Renouvellement des réseaux d'eau potable 2024 - Rue de la Maladrerie à Francières -
Opération n° 03**

DEPENSES	2023	2024	2025
Etudes			
MOE	- €	9 968,64 €	7 500,00 €
Topographique	3 984,00 €		
Geotechnique		2 830,00 €	870,00 €
Investigation complémentaire		4 610,00 €	
Diagnostic amiante		2 230,00 €	2 050,00 €
Total études	3 984,00 €	19 638,64 €	10 420,00 €
Travaux		190 913,60 €	185 358,02 €
Contrôle de compactage		2 070,00 €	
SPS		2 196,75 €	
Total travaux	- €	195 180,35 €	185 358,02 €
TOTAL DEPENSES	3 984,00 €	214 818,99 €	195 778,02 €

RECETTES / SUBVENTION	2023	2024	2025
DETR			88 000,00 €
TOTAL RECETTES	- €	- €	88 000,00 €

BILAN OPERATION	
Total opération dépenses	414 581,01 €
Total opération recettes	88 000,00 €
Reste à charge	326 581,01 €

Diagnostic des forages d'eau potable - Opération n° 09

Dépenses	2024	2025
Etudes		
Diagnostic captages	84 450,00 €	22 800,00 €
TOTAL DEPENSES	84 450,00 €	22 800,00 €

RECETTES / SUBVENTION	2024	2025
Agence de l'Eau Seine Normandie	26 812,00 €	26 813,00 €
TOTAL RECETTES	26 812,00 €	26 813,00 €

BILAN OPERATION	
Total opération dépenses	107 250,00 €
Total opération recettes	53 625,00 €
Reste à charge	53 625,00 €

Schéma Directeur d'Alimentation en Eau Potable - Opération n° 17

DEPENSES	2023	2024	2025
Etudes			
Etude	- €	35 062,50 €	69 912,50 €
AMO	- €	12 586,36 €	8 141,64 €
TOTAL DEPENSES	- €	47 648,86 €	78 054,14 €
RECETTES			
	2023	2024	2025
Agence de l'eau Seine Normandie		50 281,00 €	50 282,00 €
TOTAL RECETTES	- €	50 281,00 €	50 282,00 €
BILAN OPERATION			
Total opération dépenses			125 703,00 €
Total opération recettes			100 563,00 €
Reste à charge			25 140,00 €

**Reconstruction du réservoir de Bailleul-le-Soc et réhabilitation du réservoir de Grandfresnoy
Opération n° 04**

DEPENSES	2023	2024	2025	2026
Etudes				
MOE réhabilitation réservoir BLS		2 045,00 €	37 936,00 €	
MOE réhabilitation réservoir Gdf				25 000,00 €
Diagnostic	19 825,00 €			
Topographique				
Bornage		1 570,00 €		
Géotechnique		3 980,00 €	7 000,00 €	
Hydrogéologue agréé		2 372,17 €	2 372,17 €	
Contrôle technique			3 500,00 €	
Diagnostic amiante			8 000,00 €	
TOTAL ETUDES	19 825,00 €	9 967,17 €	58 808,17 €	25 000,00 €
Travaux Grandfresnoy				300 000,00 €
Travaux plateforme Grandfresnoy		14 504,24 €		
SPS Grandfresnoy				2 500,00 €
Amenée électrique Grandfresnoy		9 662,72 €		
Travaux Bailleul-le-Soc			260 000,00 €	
SPS Bailleul-le-Soc			2 500,00 €	
TOTAL DEPENSES	- €	24 166,96 €	262 500,00 €	302 500,00 €
TOTAL TRAVAUX	19 825,00 €	34 134,13 €	321 308,17 €	327 500,00 €

RECETTES / SUBVENTION	2023	2024	2025	2026
DETR Bailleul-le-Soc			88 000,00 €	
Agence de l'eau Seine Normandie Bailleul-le-Soc		- €	128 523,27 €	
Conseil départemental de l'Oise réservoir Bailleul-le-Soc			40 523,27 €	
DETR Grandfresnoy				88 000,00 €
TOTAL RECETTES	- €	- €	257 046,54 €	88 000,00 €

EMPRUNTS	2023	2024	2025	2026
Emprunt			330 000,00 €	

BILAN OPERATION	
Total opération dépenses	702 767,30 €
Total opération recettes	345 046,54 €
Reste à charge	357 720,76 €
Fonds propre	27 720,76 €
Emprunt	330 000,00 €

Renouvellement des réseaux d'eau potable - Rue de l'Ermitage à Estrées-Saint-Denis - Opération n° 18

DEPENSES	2024	2025
Etudes		
MOE		24 217,50 €
Topographique	2 415,00 €	
Geotechnique	0,00 €	
Détection de réseaux	10 370,33 €	
Diagnostic amiante	4 640,00 €	
Total études	17 425,33 €	24 217,50 €
Travaux		394 000,00 €
Contrôle extérieur		5 000,00 €
SPS		2 697,00 €
Total travaux	- €	401 697,00 €
TOTAL DEPENSES	17 425,33 €	425 914,50 €

RECETTES / SUBVENTION	2024	2025
Conseil départemental de l'Oise		15 200,00 €
DETR		88 000,00 €
TOTAL RECETTES	- €	103 200,00 €

BILAN OPERATION	
Total opération dépenses	443 339,83 €
Total opération recettes	103 200,00 €
Reste à charge	340 139,83 €